



HAL
open science

L'Armée en Ouganda : un “ monstre ” domestiqué ?

Sandrine Perrot

► **To cite this version:**

Sandrine Perrot. L'Armée en Ouganda : un “ monstre ” domestiqué ? . Les cahiers d'Afrique de l'Est, 1999, 17, pp.37 - 89. hal-03583135

HAL Id: hal-03583135

<https://sciencespo.hal.science/hal-03583135>

Submitted on 21 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

IFRA

Les Cahiers d'Afrique de l'Est

n° 17

**L' 'Armée en Ouganda :
un « monstre » domestiqué ?¹**

Sandrine Perrot

¹ Ce travail est le résultat de recherches menées en Ouganda de juin à septembre 1997 avec l'appui de l'IFRA de Nairobi et du groupe « Pouvoirs et territoires » financé par la région Aquitaine. Nous les remercions vivement de leur aide.

L' 'Armée en Ouganda : un « monstre » domestiqué ?²

Sandrine Perrot

Introduction

En Ouganda, l'intervention des militaires en politique a mené à une dictature sanglante et au chaos pendant plus de dix ans. En effet, les calculs politiques, qui avaient été élaborés autour des organes de sécurité (armée, police, organes paramilitaires) depuis 1966 par une élite factionnelle, ont plongé l'Ouganda en l'espace de quelques années dans le règne non seulement de l'autoritarisme mais aussi de la violence et de l'arbitraire. De 1971 à 1985, rien ne manquait à ce scénario catastrophe. En plus de l'effondrement du système économique, de la corruption du pouvoir et de l'Armée ainsi que l'affaiblissement dramatique des institutions civiles, les organes de sécurité étaient cyniquement devenus la source même du désordre et des exactions sur les populations civiles.

Après s'être imposée en 1966 comme l'arbitre des conflits des factions dirigeantes, l'Armée investit tous les lieux politiques et économiques de la scène locale et nationale sous le régime d'Idi Amin. Hors de contrôle sous les régimes d'Obote II (1981–1985)³ et de Tito Okello (juillet 1985–janvier 1986), affaiblie par des divisions internes, sous-payée et indisciplinée, l'*Uganda National Liberation Army* (UNLA) se trouve confrontée dès 1981 à la multiplication des groupes de rébellion sur le territoire. Au cours des opérations de contre-insurrection, l'Armée déploie ses forces dans le Triangle de Luwero, en exerçant une prédation forcée et en menant des opérations répressives envers la population civile.

Pourtant, en janvier 1986, un groupe révolutionnaire dirigé par Yoweri Museveni met en déroute cette « Armée » régulière pourtant plus nombreuse et mieux équipée. Formée dans le maquis, la *National Resistance Army* (NRA)

² Ce travail est le résultat de recherches menées en Ouganda de juin à septembre 1997 avec l'appui de l'IFRA de Nairobi et du groupe « Pouvoirs et territoires » financé par la région Aquitaine. Nous les remercions vivement de leur aide.

³ On emploie couramment les expressions Obote I et Obote II pour différencier les deux présidences de Milton Obote. En effet, premier ministre de Mutesa II après l'indépendance, il prend le pouvoir une première fois après un coup d'Etat en 1966. Puis après avoir été chassé par Idi Amin en 1971, il revient à la magistrature suprême suite aux élections de décembre 1980.

regroupe intellectuels et paysans au sein d'un même mouvement, soutenu par une structure rigide et hiérarchisée. Régie par un code de conduite imposant un respect inconditionnel des civils et encouragée par un grand nombre de paysans du Buganda (centre du pays), la NRA obtient soutien matériel et renseignements à travers un réseau efficace de Comités de Résistance.

La prise du pouvoir par le *National Resistance Movement–Army* (NRM–A), le 26 janvier 1986, ouvre alors la voie des réformes. Les exactions sont contenues par une sévère discipline. Les soldats sont formés, professionnalisés et soumis aux contrôles des civils. Ils retrouvent peu à peu leur crédibilité autant sur la scène locale qu'internationale.

L'Ouganda offre donc un exemple atypique de réforme et de domestication de l'institution militaire⁴. Comment en l'espace de quelques années, le gouvernement du Président Museveni est-il parvenu à imposer des réformes qui avaient jusqu'alors échoué ? Quel rôle l'Armée joue-t-elle aujourd'hui en Ouganda ? Quelle place occupe-t-elle dans les organes de décision politique ? Comment est-il possible, une fois l'Armée parvenue sur le devant de la scène politique, de l'en faire sortir et de l'inciter à regagner les baraquements ? Peut-on au contraire travailler en harmonie avec elle et la considérer comme l'une des forces vives de la nation ? L'Armée peut-elle être actrice d'une réforme dont elle fait l'objet ?

Nous essaierons ici de cerner les dynamiques et les limites de ces réformes des organes militaires et paramilitaires en mettant l'accent sur l'Armée. Nous verrons comment, en parvenant à gérer ce lourd héritage (première partie), la NRM–A (devenu *Uganda People's Defense Forces–UPDF*) de Yoweri Museveni s'est assurée le monopole de la contrainte légitime et a modifié les structures de l'Armée afin de pouvoir, de façon originale, l'intégrer dans le processus de décisions politiques (deuxième partie) tout en multipliant à la fois les contrôles internes et externes sur cette institution. Éduquée politiquement et militairement, l'Armée a considérablement modifié ses rapports avec la population civile qui participe désormais au contrôle et aux activités des forces de sécurité (troisième partie).

⁴ En employant le terme « domestication », nous reprenons la définition de Dan Mudoala, « Institution building: the case of the NRM and the military in Uganda, 1986-1989 », in Holger Hansen & Michaël Twaddle (ed.), *Changing Uganda*, James Currey / Fountain Publishers, London/Kampala, 1991, p. 230-231. La domestication de l'Armée est « un processus par lequel, l'Armée est soumise aux mécanismes de contrôle civils et persuadée d'accepter les structures institutionnelles civiles comme des canaux légitimes à travers lesquels elle peut faire valoir ses intérêts. »

1 Le poids du passé

Le lourd passé de l'Armée ougandaise nécessite d'examiner les conditions d'émergence des militaires sur la scène politique et de la montée en puissance d'une « ethnocratie militaire ».⁵ Le respect d'un ordre chronologique nous permettra de saisir les différentes étapes du processus par lequel les forces de sécurité sont devenues les bases de soutien du pouvoir avant de s'affirmer comme acteurs exclusifs de régulation des conflits politiques et d'échapper enfin au contrôle du pouvoir politique en créant ainsi une insécurité permanente.

1.1 L'administration coloniale : l'apprentissage de la violence

Les *Uganda Rifles*, quatrième bataillon des *King's African Rifles* (KAR) ont été créés sous la colonisation, par l'ordonnance de 1895, avec pour mission la défense des frontières et l'anéantissement des mouvements porteurs de désordre dans les régions les plus rétives à l'administration coloniale. Leur effectif était en fait composé de soldats nubiens issus des restes de l'Armée d'Emin Pasha qui venaient s'ajouter aux Askaris, originellement recrutés par l'*Imperial British East African Company* (IBEAC). À cette époque, Lord Lugard avait établi un principe de déploiement de l'Armée régi par l'idée qu'il fallait envoyer les troupes là où elles n'avaient aucun lien racial, linguistique ou religieux avec les populations du terrain de mission, privilégiant ainsi une perception populaire de l'Armée comme un corps étranger et répressif.⁶

Jouant de la rivalité entre les royaumes du Buganda et du Bunyoro, les Britanniques recrutent les premières troupes baganda dans le but de renverser le roi du Bunyoro Kabalega.⁷ Au début du XX^{ème} siècle, inquiète de leur influence, l'administration coloniale choisit de se séparer de ses alliés militaires et décide de recruter ses troupes parmi les races dites « martiales », celles du nord du Lac Kyoga, regroupant sous cette appellation les Acholi, les Langi, les

⁵ L'expression est reprise des écrits d'Ali Mazrui, *Soldiers and kinsmen in Uganda, The making of a military ethnocracy*, Sage Publications, Londres, 1975, 325 p.

⁶ P.G. Okoth, « The military in transition to democracy in Uganda », in P. Langseth, J. Katorobo, E. Brett & J. Munene, *Landmarks in rebuilding a nation*, Fountain Publishers, 1995, p. 255.

⁷ Nous avons choisi dans ce texte d'adopter la terminologie originale des qualificatifs ethniques. Ainsi nous parlerons du royaume du Buganda, de ses habitants (un Muganda, des Baganda), de sa langue, le luganda et de sa culture kiganda. Tous ces termes sont invariables.

West Nilers et les Karimojongs. De nouveaux critères de recrutement sont imposés, qui privilégient une « hauteur d'au moins 5'8, la vitesse, la résistance physique, la noirceur de peau, les physiques imposants, une apparence féroce et la capacité à ouvrir un ail alors que l'autre reste fermé ».⁸ Défavorisées par un développement inégal, les populations peu instruites du nord, devenaient ainsi le bras armé de l'administration coloniale, soumis aux ordres des officiers britanniques. Il faut en effet attendre les quelques années précédant l'indépendance pour qu'à nouveau des soldats ougandais soient envoyés dans les écoles militaires de Sandhurst ou d'Aldershot pour y être formés en tant qu'officiers.

L'administration coloniale divisait arbitrairement l'Ouganda en deux parties inégales : un sud, pourvu de nombreuses structures sociales et éducatives (comme l'université de Makerere, phare de l'Afrique orientale jusqu'à la fin des années 1960) et bénéficiant de la richesse des deux pôles économiques d'Entebbe (alors capitale politique) et de Kampala (la capitale économique) ; et un nord marginalisé par l'administration coloniale (tant au point de vue économique que politique) et méprisé par l'élite baganda pour son retard en matière d'éducation et de développement.

Quand arrive l'indépendance, en octobre 1962, ce sont des officiers nordistes qui prennent le commandement de cette force Armée formée au moule des *King's African Rifles*. Le petit bataillon de 1000 hommes de l'armée ougandaise n'avait alors que des moyens limités pour faire face à la fois à l'insécurité qui se développait dans les « comtés perdus »⁹ ou dans la région des Bamba/Bakonjo au Toro dans l'ouest du pays, et aux répercussions des troubles du Congo et du Soudan. Pourtant en l'espace de quelques années (1962–1971), l'armée va affirmer sa force numérique et s'imposer sur la scène politique pendant dix ans, avant de faire définitivement plonger le pays dans un chaos hobbesien.

En Ouganda, même si la colonisation a de loin été moins répressif qu'au Kenya, les troupes locales, qui assuraient également l'ordre en Tanzanie et au Kenya, ont participé aux répressions organisées contre les Turkana au nord du

⁸ Edward Khiddu-Makubuya, « The military factor in Uganda, 1962-1992 », in E. Khiddu-Makubuya, V.M. Mwaka & P.G. Okoth (ed.), *Uganda, Thirty Years of Independence*, The committee for the workshop « Uganda thirty years of Independence », Université de Makerere, 1994, p.193.

⁹ La controverse sur les comtés perdus est née du don par les Britanniques aux Baganda de terres appartenant au Bunyoro afin de les récompenser de leur soutien dans la lutte contre le roi Kabarega. Pour plus de détails sur ce sujet, lire Samwiri Karugire, *A political history of Uganda*, Heinemann Educational Books, Nairobi/Londres, 1980, pp. 107-108 et 199-205 ainsi que Jan Jorgensen, *Uganda, a modern history*, Croom Held, London, 1981, pp. 45 et sqq.

Kenya ou la révolte des Mau Mau.¹⁰ On peut donc dénoncer, comme le fait encore Y. Museveni, l'apprentissage colonial de la violence comme facteur explicatif de la criminalisation de l'Armée dans les années 1970. Comme nous venons de le voir, le choix délibéré de l'administration coloniale de recruter parmi des ethnies marginalisées et peu instruites a sans aucun doute favorisé l'émergence d'une élite militaire que l'on pourrait qualifier, pour simplifier, de « type aminien ». Toutefois, il faut tout de suite noter que c'est pour des raisons politiques et à cause de l'incapacité des élites dirigeantes à gérer leur conflit par un autre moyen que celui de la force que l'Armée a pu s'inscrire sur le devant de la scène politique.

1.2 Obote I (1966–1971) : l'instrumentalisation politique des factions armées

La grande majorité des auteurs s'accordent à voir dans la réponse apportée à la mutinerie de 1964, commune en Ouganda, au Kenya et en Tanzanie, l'origine de l'émergence de l'armée sur la scène politique ougandaise. Le 25 janvier 1964 en effet, le bataillon de Staffordshire à Jinja se révolte contre des soldes trop maigres, contre le commandement britannique et pour une amélioration de leurs conditions. Or chacun des trois pays a apporté une réponse différente à cette insurrection. Ainsi, si le Kenya a sévèrement puni les mutins et si la Tanzanie a pris l'initiative de dissoudre l'armée et de recruter de nouvelles troupes éduquées politiquement, le gouvernement ougandais au contraire a répondu favorablement aux demandes des mutins, augmenté les payes, africanisé le commandement et amélioré l'équipement.¹¹ Des écoles de formation furent ouvertes, le matériel a été modernisé et une force aérienne créée avec l'aide des Israéliens... Des promotions ont également été rapidement accordées : Shaban Opolot devient brigadier et *Army Commander* et Idi Amin est promu colonel et *Deputy Army Commander*.¹² C'est ainsi qu'en Ouganda, « l'Armée émerge comme une institution hautement visible avec un statut dont elle n'avait jamais bénéficié auparavant ».¹³

¹⁰ Amnesty International, *Ouganda, Droits de l'homme, les premiers pas (1986-1989)*, EFAI, juin 1989, p. 9.

¹¹ Pour plus de détails sur cette mutinerie est-africaine et les différentes réponses apportées, on peut lire le récit détaillé d'Omara-Otunnu, *Politics and the military in Uganda, 1890–1985*, St Antony's / Macmillan, 1987, pp.49–64.

¹² Dan Mudoola décrit en détails ces transformations dans « Communal conflict in the military and its political consequences », in Kumar Rupesinghe (ed.), *Conflict Resolution in Uganda*, International Peace Research Institute, 1989, p. 123.

¹³ *ibid.* p. 123.

Paradoxalement les retombées de cet événement sont de deux ordres : d'une part, l'institution militaire se trouve alors dotée « *d'un sentiment croissant d'indispensabilité [politico-] fonctionnelle* »¹⁴ ; d'autre part, le régime en place attise sa méfiance envers l'Armée et crée des organes paramilitaires afin de contrebalancer son influence grandissante. La *General Service Unit* (GSU) dirigée par Akena Adoko et entraîné par l'URSS, la Tchécoslovaquie et Israël est alors créée pour assurer des tâches de surveillance extérieure. Elle deviendra très vite un organe de coercition intérieure, recoupant les fonctions de la *Force Spéciale*, branche paramilitaire de la police. Remplacés par le redoutable *State Research Bureau* (SRB) sous le régime d'Idi Amin puis par la *National Security Agency* (NASA) sous celui d'Obote II, tous ces services sont restés sous le contrôle exclusif du chef de l'Etat et ont perpétré de nombreuses violations des droits de l'homme.

Le référendum sur le sort des « comtés perdus », organisé en octobre 1964, entraîna le premier déchaînement de violence de la part de l'Etat et des Forces Spéciales sur la population civile. À l'annonce des résultats en faveur du retour des comtés sous le contrôle du Bunyoro, le *katikiro* (Premier ministre du Buganda) démissionne et des émeutes se déclenchent au Buganda. Sur l'ordre d'Obote, les troupes des Forces Spéciales ouvrent le feu sur les manifestants provoquant un massacre sans précédent.¹⁵ Dès lors, des calculs politiques s'élaborent autour des forces de sécurité sans que ne soient construits dans le même temps des moyens fiables de contrôler leur ascension sur la scène politique.¹⁶

Depuis la Conférence des délégués de l'UPC à Gulu en 1964, les dissensions s'aiguïsaient au sein du parti dominant. Des factions se dessinaient entraînant avec elles le ralliement de certaines parties de l'Armée. « *Alors que les institutions politiques civiles étaient sous tension en raison des clivages soulignés ci-dessus, ces mêmes clivages se sont répandus à l'intérieur de l'Armée, les factions s'alignant avec leurs homologues civils* ». ¹⁷ Si Milton Obote donne sa confiance au *deputy army commander*, le colonel Idi Amin, le secrétaire général de l'UPC, Grace Ibingira, et le chef de

¹⁴ *ibid.*

¹⁵ Pour plus de détails sur le massacre de Nakulabye, on peut lire Dan Mudoola, « Communal conflict... », p. 124-125.

¹⁶ Expedite Ddungu, Some constitutional dimensions of military politics in Uganda, CBR, n°41, avril 1994, p.11.

¹⁷ Mudoola, « Communal conflict... », p. 126.

l'Etat, également roi du Buganda, Mutesa II, lui préfère l'*Army Commander* Shaban Opolot.

En février 1966, des parlementaires souhaitant le départ d'Obote votent une motion de censure contre le Premier ministre, Idi Amin, ainsi que contre Felix Onama et Adoko Nekyon en mettant à jour le trafic d'or et d'ivoire auquel ils se livraient dans l'est du Zaïre. Or, plutôt que de choisir les moyens constitutionnels qui lui permettraient de dissoudre l'assemblée et d'organiser de nouvelles élections ou d'attendre le prochain scrutin, Obote prit l'option du recours à la force pour résoudre ce conflit au sein de l'élite dirigeante et mettre fin au scandale.

Au cours d'une réunion de cabinet, cinq ministres sont arrêtés. Obote fait voter une nouvelle constitution à la hâte alors que l'armée occupe les environs du Parlement. Indigné, Mutesa II déclare immédiatement l'Indépendance du Buganda. Suite à ces protestations, l'Armée encercle le palais présidentiel et attaque les forces fidèles au roi. C'est le premier d'une longue série de règlements sanglants des conflits politiques. Idi Amin est immédiatement promu au rang de *Army Chief of Staff* et Obote devient chef de l'Etat.

Soucieux de s'assurer un soutien sans faille, le pouvoir recrute et forme les militaires autour de critères ethniques, en favorisant les ethnies acholi et langi. Le palais de Mengo est transformé en garnison et le parlement tient lieu de quartier général du ministère de la Défense. Alors que l'état d'urgence est déclaré au Buganda, la répression s'organise de façon méthodique contre les Baganda, plus forte encore après l'adoption de la constitution de 1967 abolissant les royaumes traditionnels et centralisant l'administration ougandaise autour de son chef d'Etat.

Parallèlement à la montée en puissance de l'Armée, la société civile est peu à peu affaiblie. L'UPC, devenu parti unique en 1967, n'a plus aucune initiative sur la scène politique. Le parlement, sous contrôle de l'UPC depuis 1964, n'est en fait qu'une chambre d'enregistrement de décisions politiques prises ailleurs. Les syndicats enfin sont contrôlés par l'Etat.¹⁸ A l'inverse, les pouvoirs et fonctions des organes de sécurité sont renforcés et élargis. La *Force Spéciale* est équipée comme les militaires et son rôle ainsi que celui du GSU s'accroît dans la répression intérieure à mesure que les tensions grandissent. En 1967, des modifications constitutionnelles investissent le Président Obote du commandement suprême de l'armée en termes d'opérations, de promotion, de nomination et du renvoi de ses membres.

¹⁸ Pour plus de détails sur l'histoire et le rôle des syndicats voir Phares Mutibwa, *Uganda since Independence, a story of unfulfilled hopes*, Hurst & Co, London, 1992, p. 32.

De 1966 à 1971, la dépendance du pouvoir politique vis-à-vis des forces de sécurité s'affirme. Fort de ce seul soutien, Obote se maintient au pouvoir par la force et la répression des mouvements d'opposition. Ironiquement, c'est pourtant son propre *Chief of Staff*, Idi Amin qui le destituera en 1971 alors que le chef d'Etat se trouvait à une conférence du Commonwealth à Singapour. Plusieurs théories ont été avancées pour expliquer ce coup d'Etat. Pour A. Ginyera-Pinicwa, les rapports entre Idi Amin et Obote s'étaient envenimés, leur influence respective créant des tensions au sein des forces Armées. Pour Dan Mudoola, l'Armée a pris le pouvoir en raison de son fort « *sentiment d'indispensabilité fonctionnelle* ». En d'autres termes, Obote n'aurait pas réussi à domestiquer le monstre militaire et paramilitaire qu'il avait créé. D'autres encore soutiennent qu'une compétition s'était établie entre le GSU, les Forces Spéciales et l'Armée. Ce qu'il faut en fait retenir, c'est qu'en affaiblissant les institutions civiles (partis politiques, parlement, syndicats...), Obote a laissé la voie ouverte à l'Armée pour s'affirmer sur la scène politique en tant qu'instrument exclusif de régulation des conflits. Comme le souligne Dan Mudoola, « *le rôle politique activiste de l'Armée en Ouganda est le résultat de l'échec de la part des leaders ougandais successifs à imaginer des moyens institutionnalisés et largement acceptés de résoudre les conflits de façon pacifique.* »¹⁹

1.3 Idi Amin (1971–1979) : la prise de pouvoir d'une « ethnocratie militaire »

Avec le coup d'Etat d'Idi Amin en 1971, l'Armée devient l'organe central du régime et plus aucune limite n'est imposée à son pouvoir. C'est à cette période que la rupture entre les forces de « sécurité » et la population civile est menée à son paroxysme. Le parlement est dissous, les activités politiques interdites et le gouvernement dirige par décret. Le régime repose de façon incertaine sur des bases de soutien ethnique de plus en plus étroite. Si la violence existait sous le régime d'Obote, elle n'était pas encore organisée par l'Etat de façon aussi systématique que sous la présidence d'Idi Amin où la terreur devient le mode de gouvernement. Les exactions, les disparitions de civils, les meurtres politiques se multiplient. Les organes de sécurité sont renforcés sans que même un semblant de légitimation (comme le faisait Obote avec l'UPC ou le

¹⁹ Dan Mudoola, *Civil-military relations in uganda, 1962–1985*, séminaire dans le cadre des consultations constitutionnelles, mimeo, p. 4.

parlement) ne soit plus recherché.²⁰ Plus qu'un simple soutien, l'Armée est l'acteur exclusif de la scène politique et dirige toutes les dimensions de la vie sociale et économique. À une violence sélective succède une terreur généralisée. L'Armée extorque les populations civiles, brutalise, spolie, exécute de façon arbitraire. La criminalisation croissante de l'Armée s'exprime par des pillages, des viols, des meurtres et autres pratiques abusives et arbitraires du pouvoir détenu par les militaires. Le régime d'Idi Amin illustre non seulement la militarisation à l'excès mais également le déclin de l'économie formelle (laissée à tort entre les mains de militaires à la recherche de profits à court termes) et de toutes les infrastructures physiques du pays.

Caractéristiques du régime, les critères de recrutement dans l'armée s'établissent selon la loyauté envers le leader en place. Les réseaux ethniques et clientélistes sont les seuls moyens d'accumulation économique. C'est ainsi que furent menées les premières purges massives contre les officiers langi et acholi, associés au régime d'Obote. « *Entre 1971 et 1972, des milliers de soldats acholi et langi sont assassinés. Au début de 1973, 20 des 23 officiers de l'armée du rang de lieutenant-colonel ont été tués ou ont fui en exil.* »²¹ 2000 des 3000 soldats acholis auraient été tués lors de ces massacres. Suite à plusieurs tentatives de coup d'Etat, Idi Amin ordonne des purges régulières, vidant ainsi l'Armée de ses supposés « opposants » et renforce la similitude entre la composition ethnique de l'Armée et celle des dirigeants politiques.²² Selon Holger Hansen, les hommes du West Nile comptent alors pour 35 à 50% des militaires et les Nubiens de 25 à 30%. Les officiers soudanais sont placés à la tête de postes stratégiques et les mercenaires du Zaïre et du Soudan (connus sous le nom d'Anyanya) complètent la composition de l'Armée.²³

Par ailleurs, les coups d'éclat d'Idi Amin sur la scène internationale et les répercussions catastrophiques du raid d'Entebbe ridiculisent l'Armée et jettent l'opprobre sur la profession. L'isolement progressif d'Amin, les pressions répétées des groupes d'opposition armée et enfin l'annexion de la région de la Kagera, au nord de la Tanzanie à la fin de l'année 1978, ont donné assez d'éléments aux troupes tanzaniennes accompagnées de rebelles ougandais en exil pour contre-attaquer par le sud-ouest de l'Ouganda et gagner la capitale en avril 1979, faisant fuir peu à peu les troupes d'Amin vers l'est et le nord.

²⁰ Dan Mudoola, « Communal conflict in the military... », p. 131.

²¹ J.B. Mugaju (ed.), *An analytical review of Uganda's Decade of Reforms (1986-1996)*, Fountain Publishers, 1996, p. 17.

²² Cette thèse est celle développée par Holger Hansen, *Ethnicity and military rule in Uganda*, Scandinavian institute of African studies, research report n° 43, 1977.

²³ *ibid.*, p. 108

1.4 L'après-Amin : la perte de contrôle du factionnalisme militaire

Après la chute d'Idi Amin en 1979, l'armée ougandaise est démantelée et remplacée par l'*Uganda National Liberation Army* (UNLA) dont la plupart des officiers avaient été formés dans les *King's African Rifles* (KAR) et l'armée ougandaise. Elle était formée d'une association de divers groupes armés qui avaient combattu pour renverser le régime d'Idi Amin. Mais contrairement à l'espoir de rémission que la chute du dictateur avait fait naître, les régimes qui lui ont succédé ne firent que prolonger l'agonie du pays. Malgré l'union née de la conférence de Moshi entre les vingt-cinq mouvements de rébellion, les dissensions se creusent au sein de l'UNLF entraînant une fois de plus avec elles le factionnalisme de l'Armée.²⁴ Les factions militaires jouent les arbitres de la scène politique. Elles font et défont les chefs d'Etat pour protéger leurs intérêts et perpétuent l'instabilité et le désordre.

Les volontés de réforme de l'institution militaire proposées par Y. Lule et G. Binaisa (en vue notamment d'un recrutement ethniquement équilibré ou d'un meilleur niveau d'instruction) se heurtent très vite aux réticences de factions (notamment acholi et langi) qui se sentent fragilisées. Le manque d'expérience politique et la corruption font tomber l'un après l'autre ces régimes faibles. Pour mettre fin à l'instabilité, la commission militaire de Paul Mwanga décide de tenir un scrutin électoral en décembre 1980 qui ramène au pouvoir, de façon frauduleuse, l'ancien président, M. Obote.

Sous le régime d'Idi Amin, comme sous celui d'Obote II, la violence est systématisée et employée comme mode de gouvernement pour maintenir un ordre intérieur et rendre muette toute protestation. La répression par l'UNLA et par la *National Security Agency* (NASA) de Chris Rwakasisi est de plus en plus brutale. L'opération Bonanza visant à anéantir les foyers de rébellion dans la région du Triangle de Luwero, théâtre des opérations du NRM-A, a été à l'origine du plus grand massacre de populations civiles de toute l'histoire ougandaise.²⁵

Les soldats, recrutés parmi les chômeurs des villes, multiplient les détentions arbitraires et les tortures dont les casernes et les prisons, à Makindye, Upper Prison ou Summit view, restent le symbole.²⁶ Perdant peu à peu le contrôle de l'Armée rongée par le factionnalisme, Obote commet l'erreur de nommer un

²⁴ Phares Mutibwa, *op.cit.*, p. 126.

²⁵ Phares Mutibwa avance les chiffres de 300.000 morts et 500 000 déplacés dans la seule région du Buganda. Phares Mutibwa, *op.cit.*, p. 159.

²⁶ Les différents rapports d'Amnesty International sont sur ce point très bien documentés.

Langi sans envergure, Smith Opon Acak à sa tête en remplacement de l'Acholi Oyite Ojok, décédé dans un accident d'hélicoptère. Provoquant la rancœur des officiers acholi, Obote est renversé une fois de plus par sa propre Armée dirigée par Bazilio Okello qui cède le pouvoir à Tito Okello en juillet 1985.

À partir d'août 1985, le régime des Okellos dégénère lui aussi dans la violence alors qu'il doit faire face à une forte opposition armée du NRM-A en particulier mais également de nombreux petits groupes de rébellion disséminés sur tout le territoire. Des tirs sporadiques se font régulièrement entendre dans la capitale, dont les différents quartiers sont tenus par des bandes armées rivales. Les bandes de *bayaye* (voyous) se multiplient et renforcent l'insécurité déjà entretenue par la présence de multiples groupes de rébellion. Le règne du chaos et de l'anomie politique, ajouté à la désintégration économique, ont permis à la NRA, quoique affaiblie par les assauts de l'UNLA dans le Triangle de Luwero, de gagner du terrain. La vie des Kampalais est rythmée par ces combats urbains désordonnés, dont la capitale garde encore, par endroit, la trace²⁷.

La décision de Tito Okello, faisant face à un renforcement de la rébellion NRA, de recruter parmi les anciennes forces aminiennes regroupées dans la *Free Uganda National Army* (FUNA) a été la source de ressentiments à l'intérieur de l'Armée. Optant en faveur des négociations avec les rebelles, T. Okello rencontre les groupes d'opposition armée au Kenya. Malgré la signature du pacte de Nairobi le 17 décembre 1985, établissant le partage du pouvoir et un équilibrage des groupes armés à l'intérieur de l'institution militaire, la NRA continue son avancée.²⁸ Alors que l'UNLA commence à piller la capitale, le mouvement de rébellion lance son assaut final sur Kampala et prend le pouvoir le 26 janvier 1986 faisant fuir les anciennes troupes officielles sur la frontière soudanaise.

Le NRM-A hérite alors d'un pays dont les infrastructures physiques, l'économie et les services sociaux sont en ruine et dont la population civile sort traumatisée de dix ans de terreur et cinq autres de guerre civile.

²⁷ Bernard Calas, *Kampala : la ville et la violence*, Karthala, IFRA, 1998.

²⁸ Le pacte de Nairobi prévoyait à l'intérieur de l'Armée la répartition suivante: 3700 soldats de l'UNLA, 3580 de la NRA et 1200 des autres groupes de rébellion (FEDEMU, UFM, UNRF, FUNA). Ces chiffres sont donnés par Phares Mutibwa, *op.cit.*, p. 178.

2. Museveni et le NRM-A : l'ère des réformes

Comme nous venons de le voir, les périodes précédant la victoire armée du NRM-A en janvier 1986 se sont caractérisées par un double mouvement de montée en puissance de l'Armée sur la scène politique, à l'exclusion de toute autre, et d'affaiblissement de la société civile. Les rapports civil-militaires étaient dominés par une rupture du contrat social aboutissant à une violence d'Etat dégénérative, où l'institution censée protéger la société devient la source de son insécurité. Difficile dès lors de gérer cet héritage encombrant.

En ce sens, l'arrivée au pouvoir des troupes de la NRA marque une rupture totale avec ces pratiques du passé à travers le respect des populations civiles, la volonté d'imposer un contrôle étatique et civil sur l'Armée et de neutraliser son rôle politique en l'intégrant au processus de décision et aux structures politico-administratives de l'Etat.

2.1 Une relation « symbiotique » originelle avec la population civile

Cette relation de proximité avec la population civile s'est imposée d'elle-même au cours du développement de la *Peoples' Resistance Army* (PRA) devenue NRA suite à son agrégation avec les *Uganda Freedom Fighters* (UFF) de Lule. Formée après l'annonce des résultats des élections frauduleuses de décembre 1980, la PRA n'était alors composée que de vingt-sept hommes, dont le parcours constitue toute l'originalité du mouvement. Les leaders historiques du NRM-A ne sont pas des militaires de carrière mais de jeunes intellectuels de gauche formés dans l'esprit de l'université de Dar-es-Salaam des années 1970. Ayant pris part au débat partisan des années 60-70 et promis pour beaucoup à un brillant avenir, ces hommes prennent le maquis pour en finir avec la violence autoritaire de ces vingt dernières années.

Après avoir été brièvement membre des jeunesses du D.P. et de l'UPC et avoir travaillé dans le bureau du président sous le régime d'Obote, leur chef, Yoweri Museveni, participe à la tête du FRONASA aux invasions successives de 1972 et 1978, à partir de la Tanzanie, qui visent à renverser Idi Amin. Ministre de Lule et ministre de la Défense de Binaisa, il est rétrogradé en novembre 1979 au rang de ministre de la Coopération régionale en raison de son influence grandissante au sein de l'Armée. Marginalisé à l'intérieur de la commission militaire de Paul Mwangi, Y. Museveni est le grand perdant des élections de décembre 1980, avec un seul siège remporté par son parti, l'*Uganda People's Movement* (UPM). Dénonçant une fraude électorale massive, il prend donc le maquis avec vingt-six camarades et lance sa première attaque dès le 6

février 1981. Fortement influencé par la révolution mozambicaine et le panafricanisme de Nyerere, Yoweri Museveni dégage une image d'intellectuel-guerrillero et impose une rigueur martiale de style maoïste à un mouvement armé hétéroclite mais très bien structuré.²⁹

Si la plupart des chefs de la guérilla sont également des intellectuels (journalistes, avocats, universitaires...), la popularité du mouvement au Buganda et en Ankole notamment va entraîner le recrutement des paysans de ces régions. Discipliné et encadré par des officiers de qualité, ce mouvement de guérilleros « amateurs » se révèle très rapidement efficace devant les soldats pourtant mieux équipés de l'Armée régulière. Les camps de réfugiés rwandais du sud-ouest lui ont permis de trouver de nouvelles recrues et l'afflux des jeunes notamment du Toro et de l'Ankole lui font gagner le contrôle de la majeure partie du sud-ouest.³⁰

Constituant dans le maquis déjà l'ossature du mouvement, la branche militaire s'est organisée selon des principes très rigides. Régis par un sévère code de conduite mettant en avant le respect des civils, les combattants reçoivent une formation à la fois politique (découlant du *Ten Point Programme*) et militaire. Par ailleurs, non seulement le NRM-A avait mis en place une hiérarchie bien structurée, mais il bénéficiait en outre du soutien logistique des Comités de Résistance.

Mis en place dans les zones libérées par la NRA, ces réseaux locaux, implantés jusque dans les villages, apportaient à la fois informations et nourriture aux combattants et donnaient l'alarme en cas d'arrivée des forces de l'UNLA. Ainsi, pendant ces cinq années de guérilla, la NRA développait-elle une relation « symbiotique » avec les populations civiles qui restera une marque indélébile dans la politique du mouvement.³¹ Le soutien des paysans et des populations de base a été fondamental dans la progression du groupe armé et dans son réapprovisionnement. Logiquement, les Comités de Résistance seront les relais tout trouvés de l'administration NRM à partir de 1986.

Forte de ce soutien de base, la NRA parvenait à imposer dans tout l'ouest de l'Ouganda une administration parallèle à celle des Okellos, dirigée par un riche

²⁹ Gérard Prunier, « Le phénomène NRM en Ouganda, Une expérience révolutionnaire originale », in *Politique africaine*, n° 23, septembre 1986, p. 102-114.

³⁰ Justin Mc Kenzie Smith, « Breaking with the past » ?, A consideration of Yoweri Museveni's National Resistance Movement, and of social and political action in Uganda during its government, Edinburgh, Center of African studies, 1993, p. 12

³¹ Dan Mudoola, « Communal conflict... », p. 137.

commerçant kiganda, Moses Kigongo,³² qui marquait de façon étonnante sa différence avec les zones gouvernementales livrées à la violence, l'insécurité et la pénurie alimentaire. L'occupation de ces régions productrices de café permettaient, par la revente en contrebande au Kenya, de payer les combattants et d'entretenir l'extension du mouvement.³³ Gagnant peu à peu du terrain sur les troupes indisciplinées, peu formées et payées de façon irrégulière des Okellos, les combattants de la NRA, dont les rangs avaient été grossis par l'arrivée de soldats d'autres groupes armés et des déserteurs de l'UNLA, investirent la capitale le 25 janvier 1986. Contre toute attente, l'arrivée de ces « combattants de la liberté », visiblement mal nourris et mal habillés, n'a pas donné lieu aux pillages et aux exactions habituels des changements de régime.

Malgré quelques échanges de tirs avec les autres groupes armés qui se replient vers l'est et le nord, la sécurité est rapidement ramenée dans tout le sud du pays. En mars 1986, Museveni annonce la fin de la guerre de libération avec l'arrivée sur la frontière soudanaise des troupes mobiles de la première division.

D'abord perçue avec méfiance par la communauté internationale, la NRA a rapidement acquis un statut légitime en introduisant une série de réformes au niveau du recrutement, de la formation, de la relation aux civils... Bénéficiant de la popularité acquise à l'intérieur par leur rigueur « maoïste » dans le maquis et d'une grande crédibilité opérationnelle, cette élite politico-militaire ouvre la voie des réformes et de la reconstruction politique et économique du pays.

2.2 Un renforcement de l'institution militaire : accroissement des effectifs

Pendant les premières années du régime, le gouvernement de Y. Museveni s'est attaché à restaurer l'ordre public et à renforcer l'autorité de l'Etat. Affichant sa volonté de construire une Armée forte, moderne et efficace, Museveni s'est appuyé sur l'institution militaire pour enclencher ce processus du rétablissement de l'ordre politique. Le retour à la sécurité était une condition *sine qua non* de la reconstruction économique et politique de l'Ouganda. Or, en 1986, l'avancée des troupes de la NRA avait provoqué le repli des anciens soldats vers leurs régions d'origine (au nord et à l'est principalement). Réorganisés en groupes de résistance armée, plusieurs groupes défiaient

³² Gérard Prunier, *art.cit.*, p. 110. Moses Kigongo a été reconduit dans ses fonctions de vice-président du Mouvement en juillet 1998.

³³ Jusqu'alors, l'Armée contrôlait le commerce du café et sa contrebande. La perte de cette ressource centrale peut également être avancée pour expliquer en partie l'effondrement notamment économique du régime des Okellos.

l'autorité de l'Etat et entretenaient l'insécurité sur certaines parties périphériques du territoire. Aussi, en l'espace de quelques mois (de janvier 1986 à août 1986, date des premières attaques des anciens soldats regroupés à la frontière du Soudan et du Zaïre), l'Armée de guérilla de Museveni a-t-elle dû se transformer en Armée régulière de contre-insurrection.³⁴

La NRA restant numériquement faible comparée au nombre de soldats toujours dans le maquis³⁵ et ne bénéficiant que de soutiens localisés, elle n'avait d'autre solution pour restaurer le monopole de la contrainte légitime sur tout le territoire que d'intégrer ces opposants potentiels ou déclarés au sein même de la toute nouvelle institution militaire, là où leur contrôle était plus aisé. C'est ainsi que, suite à une déclaration officielle d'amnistie pour les rebelles, plusieurs fois prolongée, la NRA incorporait après examen de leurs compétences professionnelles, les combattants de l'UNLA, de la FUNA, de l'UFM de l'UNRF et du FEDEMO et plus tard de l'UPA et de l'UPDA³⁶.

Tableau: Effectif de l'Armée ougandaise depuis l'indépendance

1962	1967	1970	1971	1973	1975	Janvier 1986	1992	1995	1998
1000	5960	6700	9000	12600	20000	20000	90000 à 100000	50000	70000 environ

Sources: H. Hansen, *Ethnicity and military rule in Uganda*, Scandinavian Institute of African Studies, Research Report n°43, 1977, p. 175 et *Africa Research Bulletin*.

En dehors de la période 1993–1995 au cours de laquelle le gouvernement s'est engagé, sous la pression des institutions internationales, dans un long processus de démobilisation, le contingent militaire n'a cessé d'augmenter,

³⁴ Louise Pirouet, « Human right issues in Museveni's Uganda », in H. Hansen et M. Twaddle (ed.), *Changing Uganda*, 1991, p. 200.

³⁵ L'autobiographie de Yoweri Museveni est très intéressante du point de vue de l'histoire du Mouvement et la seule qui soit si détaillée. On peut donc lire avec intérêt au sujet de la conquête progressive du territoire par la NRA, Yoweri Museveni, *Sowing the Mustard seed, The struggle for freedom and democracy in Uganda*, Macmillan, Londres, 1997, p. 176-179.

³⁶ Uganda National Liberation Army (UNLA) ; Former Uganda National Army (FUNA) ; Uganda Freedom Movement (UFM) ; Uganda National Rescue Front (UNRF) ; Federal Democratic Movement (FEDEMO ou FEDEMU selon les auteurs) ; Uganda Patriotic Army (UPA) ; Uganda People's Democratic Army (UPDA).

grossissant de cinq fois environ entre 1986 et 1998. Selon les chiffres avancés par Justin Smith, l'Armée serait passée de 20000 combattants en 1986 à 90000 en 1992 et aurait représenté alors 35% du budget de l'Etat. Pour la même période, *Africa Confidential* indique une Armée forte de 100.000 hommes et représentant une part du budget allant jusqu'à 50%³⁷. Les chiffres officiels cependant se contredisent. Quelle que soit la somme engagée, l'achat récent de matériels sophistiqués (hélicoptères de combat, engins blindés...) pour un total de plusieurs millions de dollars, grève lourdement le budget de l'Etat au détriment d'autres secteurs. Entre 1986 et 1991, les importations d'armement se sont élevés à 349 millions de dollars soit une moyenne annuelle de 58 millions de dollars puis auraient baissé à 11 millions de dollars au cours du programme de démobilisation.³⁸ Toutefois, si, en 1993, E.A. Brett présentait le processus de démobilisation comme l'une des plus grandes réussites de l'Ouganda, la reprise des combats au nord en 1994 a entraîné une remobilisation des soldats et le recrutement de nouvelles troupes.

Selon certaines sources, le budget dépasserait aujourd'hui les 40% avec l'achat régulier de nouveaux équipements et de matériels de combat.³⁹ Depuis 1995 environ, cette répartition du budget attire les remontrances des institutions financières internationales. Pourtant malgré leurs sévères critiques et leurs appels répétés pour une diminution du budget de la Défense, les bailleurs de fonds ont pour la première fois donné leur accord en mai 1998 pour une nouvelle augmentation de 26% du budget de la Défense, justifiant leur choix par l'instabilité dans l'est du Congo et la persistance de deux fronts à l'ouest et au nord du pays.

2.3 Le choix de l'intégration politique

La grande majorité des théories sur la domestication des militaires vont dans le sens d'une subordination de l'Armée à l'autorité civile et de son éviction totale de la scène politique (en termes de démilitarisation des postes et démilitarisation des centres de décision). En Ouganda au contraire, les réformes se sont plutôt acheminées vers une prise en compte du rôle extra-

³⁷ Justin Mac Kenzie Smith, « *Breaking with the past* » ?, Centre for African Studies, 1993, p. 19.

³⁸ *La Lettre de l'Océan Indien*, 15 juin 1996, p. 2.

³⁹ En août 1997, la presse faisait état de l'achat d'une vingtaine d'hélicoptères de combat et le Président Museveni aurait requis un budget de 10 million de dollars pour fournir d'urgence des armes et un soutien logistique à l'UPDF. (*The Monitor*, 15 juin 1997 et *The Sunday Monitor*, 29 juin 1997, p. 1-2.) L'Afrique du Sud et dans une moindre mesure la Chine sont actuellement les principaux fournisseurs d'armes à Kampala. Selon les sources du *Monitor*, le budget de la Défense aurait atteint 138 millions de \$ pour l'année 1997/1998. *The Sunday Monitor*, 29 juin 1997, p. 2.

militaire de l'Armée ainsi que de sa capacité à fonctionner selon des principes démocratiques. Importante d'un point de vue numérique et réputée pour son efficacité de terrain, la NRA n'a pas entièrement quitté la scène politique pour retourner dans les casernes. En ce sens, l'Ouganda représente un exemple original de neutralisation de l'Armée par son intégration sur la scène politique à travers des canaux constitutionnels, remettant ainsi en question l'idée selon laquelle l'Armée serait « réactionnaire, instrumentaliste, conservatrice et a-politique. »⁴⁰ La nature des élites du NRM-A, la raison première de leur engagement et l'imbrication originelle entre branche politique et branche Armée ont certainement favorisé la réalisation de réformes qui avaient jusque là avorté de même qu'elles ont tout naturellement conduit à une collaboration des militaires au processus de décision politique.

Comme le souligne J. Smith, c'est la NRA qui avait la réalité du pouvoir dans le maquis. Elle assurait le cadre administratif du mouvement. Le NRM, branche politique virtuelle, relayait surtout la recherche de soutiens et de fonds à l'extérieur du pays. De plus, les troubles récurrents sur la frontière kenyane, l'instabilité au Rwanda et sur la frontière zaïroise ainsi que les répercussions de la guerre civile entre le gouvernement soudanais et les rebelles du SPLA au Sud Soudan rendaient à court terme inconcevable une dynamique de démilitarisation. Il était cependant nécessaire de s'interroger sur la place et le rôle que l'Armée aurait à jouer dans le nouveau régime, qui prônait par ailleurs un retour à la démocratie et inscrivait comme l'une des priorités du *Ten Point Program* le respect des populations civiles.

De façon inédite en Ouganda, l'*empowerment* de la population civile s'est accru au point que, les responsables des Comités de Résistance pouvaient arrêter, dans le maquis déjà, les soldats en infraction et les remettre entre les mains des tribunaux militaires.⁴¹

Dès 1986, l'Armée, la police, les services secrets, le judiciaire et les prisons sont les partenaires d'un retour à la sécurité et à la stabilité. Y. Museveni est aujourd'hui encore à la fois chef de l'Etat, ministre de la Défense et commandant en chef de l'Armée.⁴² Certains militaires comme le colonel

⁴⁰ Expedite Ddungu et Ernest A. Wabwire, *op.cit.*, p. 39.

⁴¹ E. Khiddu-Makubuya, « The rule of law and human rights in Uganda: the missing link », in H. Hansen et M. Twaddle (dir.), *Changing Uganda*, Fountain Publishers, Kampala, 1991, p. 220 et Dan Mudoola « Institution building... », p. 238.

⁴² Une controverse a été lancée à ce propos suite à la nomination de Salim Saleh en tant que Conseiller présidentiel pour l'Armée et les affaires politiques. Ce dernier souhaitait en effet être

Kahinda Otafiire ou de façon plus marginale Salim Saleh restent des hommes-clefs du régime.

Les membres de la NRA avaient par ailleurs signé un pacte dès 1981 pour s'assurer de leur représentation à 40% dans toute législature afin que leurs intérêts soient représentés.⁴³ Cette continuité entre la structure du maquis et celle du NRM au pouvoir s'est exprimée à travers la présence de l'Armée au sein de l'organe législatif du *National Resistance Council* (NRC), de son comité exécutif, le *National Executive Committee* (NEC) et du secrétariat du NRM. Toutefois, si cette origine politique et révolutionnaire de la NRA lui permettait pendant la lutte de libération de contrôler la vie politique, cette fonction devenait en théorie contradictoire avec sa transformation en une armée conventionnelle intégrée aux structures étatiques et avec l'institutionnalisation du régime selon des principes démocratiques.

Pourtant, plutôt qu'une simple subordination de l'armée à l'autorité civile, Museveni a opté pour une « neutralisation » de son rôle à travers son intégration dans les structures politico-administratives du mouvement. Contrairement au modèle de la « Grande Muette », la NRA compte aujourd'hui 10 représentants, élus au Parlement par le Conseil de l'armée, auxquels on peut ajouter les leaders historiques de la NRA, qui malgré leur grade militaire ne font pas carrière dans l'armée. L'Armée a également pris part au débat constitutionnel de 1994–1995 et était représentée au sein de la *Uganda Constitutional Commission* (UCC) et de l'Assemblée Constituante. Toutefois, alors qu'il était prévu en 1986 que ce soient le NRC issu du maquis et le *National Resistance Army Council* (NRAC) qui élaborent la nouvelle constitution, l'Armée elle-même a rejeté cette fonction en 1988, pour céder sa place à la Commission constitutionnelle.⁴⁴

L'accroissement des effectifs et l'achat permanent de matériel militaire encouragent toutefois les détracteurs de Museveni à lui donner une image belliqueuse voire de « fauteur de guerre » (*warmonger*), justifiée en partie par sa phraséologie militaire. Bien qu'il ait troqué son treillis des premières années pour un costume occidental de chef d'Etat légitime, Museveni n'hésite pas à revêtir de nouveau son habit de combat quand cela s'avère nécessaire. Ainsi,

nommé Ministre de la Défense alors que ce poste est occupé depuis 1986 par Museveni lui-même. *New Vision*, 27 janvier 1998 et jours suivants.

⁴³ Ddungu et Wabwire, Electoral mechanisms and the democratic process: the 1989 RC-NRC elections, Working paper, Kampala, CBR, 1991, p. 38.

⁴⁴ Selon l'avis de Ddungu et Ernest A. Wabwire, *op.cit.*, p. 39 l'avis légal n°1 de 1986 prévoyait également que le NRAC et le NRC puissent « élire et remplacer le président, donner leur soutien à une déclaration d'état d'urgence, autoriser une déclaration de guerre, etc ».

lorsque les troubles sur la frontière zaïroise devenaient de plus en plus intenses en 1996, Museveni s'est rendu sur le front avec une *kalach* sur l'épaule. Museveni portait la même tenue lorsqu'en juillet-août 1998 il visitait la région du nord où la LRA perpétue ses exactions. Il est clair que le parcours de guérillero du chef de l'Etat reste l'un des ressorts acquis de sa légitimité. Toutefois ce n'est plus, depuis les élections de 1996, le plus utilisé.

L'Armée constitue l'un des principaux soutiens du régime de Y. Museveni. Malgré quelques dissensions dans l'Armée, les officiers issus du maquis conservent une grande légitimité auprès des troupes. Toutefois, c'est sans doute aller trop loin que de qualifier le régime actuel de Museveni de « militaire » en ce sens que malgré la présence des militaires à l'intérieur des organes de l'Etat, la visibilité indéniable des forces de sécurité (soldats, policiers, sécurité privées, LDU) sur le terrain et la circulation omniprésente d'armes de combat (des kalachnikovs notamment), les militaires ne contrôlent plus les centres de décision et — en dehors des zones de conflits (voir plus loin) — le recours à la force n'est plus employé en tant qu'instrument politique.⁴⁵ L'Armée a désormais délégué ses fonctions de maintien de l'ordre public à la police. Depuis 1991, les barrages militaires, souvent à la source de violence et de vols contre les civils ont disparu de tout le territoire en dehors de quelques postes de contrôle dans les zones à risque.

De même que la montée en puissance de l'Armée s'était accompagnée d'un affaiblissement des institutions civiles, sa « neutralisation politique » ne peut être effective que dans la mesure où l'Etat est capable de renforcer ses institutions, d'établir des contrôles sur l'Armée mais également de résoudre ses conflits par des moyens constitutionnels. « *Là où la démocratie existe sous une forme stable, sa survie dépend non seulement de la volonté des porteurs de fusils de permettre aux civils de diriger mais aussi de la capacité des dirigeants civils à régler leurs différends sans recourir au pouvoir armé.* »⁴⁶

L'une des grandes étapes de cette intégration politique de l'Armée a été marquée par l'introduction de statuts relatifs aux organes de sécurité et par leur constitutionnalisation en 1995.

⁴⁵ On peut noter en marge de cette remarque que sur douze conseillers présidentiels, trois seulement sont des militaires, dont deux pour des services autres que relevant de la sécurité. Il reste toutefois difficile à évaluer l'influence réelle dans le processus de décision de réseaux informels, proches de Museveni dont pourraient faire partie certains officiers de l'Armée autant que du *High Council*. Nous suggérons ici, que la visibilité institutionnelle des militaires sur la scène politique est réduite.

⁴⁶ E.A. Brett, « Neutralising the use of force in Uganda: the role of the military in politics », in *The Journal of Modern African studies*, 33 (1), 1995, p. 130.

2.4 La constitutionnalisation des organes de sécurité

Lors des consultations populaires ayant précédé l'adoption de la Constitution, le rôle de l'Armée dans la promotion de la démocratie est l'un de ceux qui ont été les plus remarquables. De façon paradoxale, l'ancien organe de terreur devait devenir le héraut de la démocratisation. Le principal objet de crainte manifeste concernait la personnalisation permanente de ces services de sécurité et la loyauté sans faille que les organes de sécurité accordent à la personne du chef de l'Etat⁴⁷.

Adoptée en 1995, la nouvelle Constitution consacre, pour la première fois depuis l'indépendance, un chapitre entier aux forces de sécurité. Auparavant, elles n'étaient mentionnées que pour préciser qu'elles dépendaient du bureau du chef de l'Etat ou pour accroître les pouvoirs de l'Exécutif en matière de sécurité. De même, l'introduction du statut sur les organisations de sécurité (Statut n°10 de 1987) place, de façon inédite, l'*Internal* et l'*External Security Organisation* (ISO et ESO, organes de sécurité intérieure et extérieure) sous la tutelle d'un directeur général, non plus sous le pouvoir discrétionnaire du chef de l'Etat. L'ISO et l'ESO sont désormais responsables devant les pouvoirs civils. La constitutionnalisation des forces de sécurité (armée, ISO, ESO, police) a été une étape importante dans la dynamique de professionnalisation de ces corps.

Les statuts introduits dès les premières années du régime et constitutionnalisés en 1995 n'ont pas de précédent dans toute l'histoire de l'Armée ougandaise. Le flou légal qui entourait jusqu'alors les organes paramilitaires rendait leurs pouvoirs vagues, donc illimités. Aujourd'hui encore, et de façon paradoxale, l'ISO bénéficie de l'imaginaire populaire lié à la cruelle efficacité du SBR d'Idi Amin et surtout de la NASA dirigée sous la présidence d'Obote II par Cris Rwakasisi. La devise de ces agences était qu'il valait mieux « être craint que respecté ».⁴⁸ Les Baganda ont ainsi un terrible souvenir des « *computer men* », comme on les surnommait alors, qui étaient chargés, à partir de listes tapées sur ordinateur, d'effectuer de façon organisée la répression contre les opposants de 1981 à 1985.⁴⁹

⁴⁷ Mémoranda recueillis par la Commission constitutionnelle lors des consultations populaires.

⁴⁸ Edward Khiddu-Makubuya, « Paramilitarism and human rights », in Kumar Rupesinghe (ed), *Conflict Resolution in Uganda*, International Peace Research Institute, Oslo, 1989, p. 143.

⁴⁹ *ibid.*, p. 150.

Entraînés à l'étranger (Israël, USA, Grande Bretagne, Cuba, Libye...) et prônant des méthodes de travail brutales, les organes paramilitaires ont été des facteurs centraux de la violation des droits de l'homme et de l'effondrement de l'Etat de droit sous les régimes d'Idi Amin et d'Obote II. Leurs activités souterraines avaient débuté dès 1966 contre des victimes ciblées et en nombre limité. Elles ont connu un véritable essor entre 1971 et 1979 lorsque le *State Research Bureau* multipliait les actes de torture lors des interrogatoires ou lorsque des agents à bord de voitures banalisées arrêtaient les suspects dans la rue à la vue de tous⁵⁰. Aujourd'hui intégrés à la structure des Conseils locaux, avec des bureaux décentralisés au niveau de la paroisse (PISO), du *gombolola* (GISO) et du district (DISO), les services secrets ont mis en place un réseau de renseignement au maillage très serré sur tout le pays (les activités des services précédents étaient surtout visibles dans la capitale). Il semble cependant que la fonction de ces organes soit à présent plus informative que répressive (malgré leur rôle ambigu lors des élections par exemple⁵¹).

À travers la nouvelle Constitution et le *Statut de la NRA* de 1991, l'Armée change considérablement de nature et de fonctions. Le chapitre 12 de la constitution de 1995 précise que :

« 208. (2) Les *Uganda People's Defence Forces* doivent être non partisans, de caractère national, patriotiques, professionnelles, disciplinées, productives et subordonnées à l'autorité civile, comme cette Constitution l'établit. (...)

209. Les fonctions des *Uganda People's Defence Forces* sont

- a) de préserver et de défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ouganda.
- b) de coopérer avec l'autorité civile dans les situations d'urgence et en cas de désastres naturels.
- c) de renforcer l'harmonie et la compréhension entre les Forces de Défense et les civils ; et
- d) de s'engager dans des activités productives pour le développement de l'Ouganda. » (notre traduction)

Quoique relative, la notion de « bon caractère » (art. 208 §3) met fin aux critères de recrutement retenus depuis la colonisation qui consistaient à privilégier les hommes rustres et ayant de soit-disantes « dispositions à la férocité ». En outre, par cet article, l'Armée renoue ses relations aux civils en

⁵⁰ Voir entre autres Henry Kyemba, *A state of Blood*, et B. Calas, *Kampala*, Kharthala, 1998.

⁵¹ Certains candidats aux élections législatives notamment ont fait état de pratiques d'intimidation auxquelles auraient pris part l'Armée et l'ISO. Entretiens, juin-juillet 1997.

introduisant le principe de lettre de recommandation de la part du représentant du Conseil local du village (LC1) qui devra préciser les rapports du prétendant dans la société, son éducation, son passé social, etc., instaurant ainsi en quelque sorte un contrôle du recrutement par des structures civiles de base.

Développée dans l'idée de suivre le modèle des *Tanzanian People's Defence Forces*, dont la fonction n'est pas uniquement militaire mais également sociale et développementale, l'*Uganda People Defence Force* (UPDF) a été réformée pour se voir inculquer des notions de responsabilité sociale.⁵² Elle n'est donc plus politisée (au sens de manipulée à des fins politiques) mais socialisée. Elle n'est plus prédatrice mais « productive ». Certaines structures ont été ainsi mises en place comme la *National Enterprise Corporation* (NEC) qui utilise l'Armée à des fins productives. Entreprise para-étatique, cet organe n'a cependant guère engendré de profit car il a dû remettre à ses anciens propriétaires indiens la plupart des propriétés qu'il occupait jusqu'alors. Le manque d'expérience a fait également échouer les projets de fermes agricoles mis en place par la suite.⁵³ Enfin les contraintes financières ont limité les performances du département « construction » de l'armée.⁵⁴

Il reste encore un pas à franchir qui doit faire passer l'UPDF de la constitutionnalisation à l'institutionnalisation de ses fonctions. La pratique de ses tâches de défense doit se détacher d'une fidélité à un chef d'Etat particulier. Il va sans dire que l'ascendant de Y. Museveni, ainsi que celui de quelques autres membres historiques du NRM sur les hommes de troupes est encore très important. C'est pourquoi il sera difficile d'évaluer cet « esprit de corps », nécessaire pour rendre l'Armée imperméable aux manipulations politiques, avant que le pouvoir ne change de mains. Cette professionnalisation de l'institution militaire doit également s'accompagner d'une institutionnalisation du pouvoir et d'une modification des rapports entre l'Exécutif et l'Armée.

Par sa composante militaire et la place centrale de la NRA à l'intérieur des organes du régime NRM, la dynamique de neutralisation par intégration ne pouvait s'effectuer sans que le nouveau gouvernement mette en place les

⁵² Louise Pirouet, *art.cit.*, p. 206.

⁵³ En 1996, *La Lettre de l'Océan Indien* affirmait que trois compagnies de la NEC (NEC pharmaceuticals, NEC Farm et NEClimate Dura) produisant respectivement des bouteilles en plastique et des produits pharmaceutiques, des produits agricoles et de la chaux, devaient être privatisées. Les quatorze filiales de la NEC, dirigées par Fred Mwesigye, auraient été réduites à six. *La Lettre de l'Océan Indien*, 13 avril 1996, p.7.

⁵⁴ Busignye Godard, A report on effectiveness, discipline professionalism and morale of the army under civilian control, and degree of efficiency of Local Defence Units and homeguards in crime prevention, community policing and observance of code of ethics in Uganda, United Nations Reconstruction and Development Support Unit, Vienne, avril 1997, p. 36.

moyens de la canaliser et renforce sur elle les contrôles à la fois internes et externes afin de rendre viable une relation harmonieuse avec les populations civiles.

2.5 Renforcement des contrôles internes et externes sur l'armée

Les réformes introduites dans l'institution militaire sont de deux ordres : d'une part une réforme interne concernant le recrutement, la formation, le code de conduite, les tribunaux militaires et une réforme des relations entre civils et militaires avec la création d'une commission des droits de l'homme, l'accroissement des pouvoirs des comités de résistance en matière de sécurité et la création de relais entre civils et militaires.

Les normes de recrutement

La prise du pouvoir par le NRM-A en 1986 a souvent été présentée par les Okellos et reste largement perçue comme représentant la revanche victorieuse du sud sur le nord. Aussi, le mouvement a dû très vite s'affranchir de cette image de combattants ayant pris les armes pour les besoins d'une cause ethnique. Le NRM-A avait par ailleurs rendu populaire auprès de ses partisans des chansons ressenties comme discriminatoires par les populations du nord dans lesquelles on les accusait d'être à l'origine des malheurs de l'Ouganda.⁵⁵ Pour éviter les effets diluants de ce « syndrome diviseur », le NRM-A prône, une fois au pouvoir, un recrutement ethniquement équilibré. Celui-ci s'effectue par district même si l'on peut constater que certains districts (ceux du Buganda en particulier) ne remplissent pas, de façon volontaire, ces quotas en raison du mépris que les métiers des armes inspirent.⁵⁶ Malgré ces quotas, les hommes du nord et de l'est restent les plus nombreux à être incorporés.

Dans le but de s'affranchir de cette critique permanente, Y. Museveni a effectué des remaniements au sein de l'Armée et des organes de sécurité pour y placer des hommes originaires de districts considérés comme marginalisés. En 1996, il avait nommé à la tête de l'ESO, un Karamojong, David Pulkol et à la tête de l'ISO, Philip Idro alors que ces postes avaient été jusqu'alors réservés à

⁵⁵ Entretiens avec Norbert Mao, membre du parlement représentant la municipalité de Gulu, juillet 1997, Kampala. Voir également les différents travaux de Per Tidemand sur ces chansons du maquis.

⁵⁶ Voir note n°57, E.A. Brett, « Neutralising the use of force... », p. 147.

des historiques du NRM–A (ils ont depuis été remplacé par Ivan Koreta et Fred Okecho). En janvier 1998, le major général Mugisha Muntu (muganda), *Army commander* depuis 8 ans a été remplacé par le col. Abubaker Jeje Odongo, d'origine iteso (ethnie de l'est). C'est la première fois qu'un officier non originaire de l'ouest atteint des fonctions aussi élevées au sein de la hiérarchie militaire.

Aujourd'hui encore la grande majorité des officiers de la NRA sont originaires de l'Ankole tout comme le Président Museveni et bon nombre de promotions sont affectées à des officiers de la même origine. Régulièrement, la liste des cinq ou dix officiers les plus gradés de l'Armée est publiée dans les journaux d'opposition, afin de faire constater cette homogénéité ethnique de l'institution militaire (commandement et ministère).⁵⁷ Si l'on peut avancer des logiques de solidarité tribale comme facteur explicatif, on peut également évoquer le développement historique de la NRA qui a pris ses bases dans le sud-ouest de l'Ouganda. Cependant, la symétrie entre le pouvoir et l'Armée, qu'évoquait Hansen à propos du régime aminien, n'est pas aussi étroite qu'elle était et il semble logique qu'avec les années on parvienne à un corps beaucoup plus représentatif en terme ethnique.⁵⁸

La professionnalisation de l'Armée

La professionnalisation de l'Armée s'est accrue sous divers aspects : l'examen de compétences professionnelles des soldats nouvellement intégrés à la NRA, la promotion d'une formation à la fois au métier des armes et dans d'autres domaines (comme le droit, la médecine, l'ingénierie...) et le maintien d'une sévère discipline.

La modernisation de l'Armée souhaitée par Museveni passait également par le recrutement de personnel qualifié et instruit⁵⁹. Aux « soudards » illettrés des régimes d'Amin ou des Okellos devaient succéder des universitaires

⁵⁷ Voir par exemple, *New African*, novembre 1995, p. 20.

⁵⁸ Souvent source d'inquiétude, la démobilisation a en fait été équilibrée en termes ethniques et n'a pas favorisé la montée de la domination « bantu ». Ainsi E. A. Brett précise que sur les 23.000 soldats démobilisés en 1993, 38% étaient du nord, nord-Ouest, nord-Est et Karamoja; 31% du Sud-Ouest et de l'Ouest; 19% du Buganda et 12% de l'Est et du Sud-Est. E.A. Brett, « Neutralising the use of force... », p. 147.

⁵⁹ Le recrutement de jeunes diplômés avait donné lieu à une controverse impliquant le fils de Museveni. La presse révélait en effet en août 1997 qu'en marge des dispositions constitutionnelles, Muhoozi Museveni, le fils du chef de l'Etat recrutait ses camarades de Makerere pour la garde présidentielle (*Special Presidential Unit*). Loin de condamner ce geste, Museveni l'a justifié publiquement en se référant au devoir de citoyen de Muhoozi conforme à ces responsabilités de membre des LDU. *The Crusader* et *The New Vision*, août 1997.

fraîchement diplômés de l'Université de Makerere et formés à l'étranger. Un niveau minimum d'instruction est aujourd'hui requis pour s'engager dans l'Armée. N'offrant que des perspectives de carrière peu séduisantes, les formulaires d'engagement adressés aux diplômés de l'Université restent souvent sans réponse⁶⁰.

Le code de conduite instauré dans le maquis a fait force de loi dès 1986 donnant lieu dans les premiers mois à des exécutions sommaires condamnées par les organisations internationales. Volet disciplinaire de la NRA, le code de conduite est particulièrement sévère et continue d'être appliqué à l'intérieur cependant d'un cadre juridique. Ainsi est condamné à la peine capitale tout soldat reconnu coupable de meurtre, de trahison, de viol ou de désobéissance à un ordre légal ayant entraîné l'échec d'une opération ou la perte de vie humaine. Dans le *NRA Statute* de 1991, le code disciplinaire occupe à lui seul 70 articles de loi. Les militaires ne sont plus intouchables. C'est pour l'Ouganda une grande nouveauté quand pendant vingt ans, l'Armée était restée au-dessus de la loi et avait droit de vie ou de mort sur la population civile.

La justice parfois expéditive qui caractérisait le NRM-A dans les premières années du régime, conservait un soutien populaire car conformément à la théorie du gouvernement, « *une justice expéditive et publique rassure la population, qui constate ainsi que l'Armée est bien contrôlée* ». ⁶¹ Si aujourd'hui il existe une cour martiale pour juger de tels cas, on peut regretter qu'aucune cour d'appel n'ait à ce jour été mise en place et perpétue des pratiques a-constitutionnelles de la justice. ⁶²

Si de façon générale, un sentiment de méfiance persiste envers les militaires, l'homme en uniforme n'est plus perçu comme un « soudard » illettré, violent, abusant outrageusement de ses fonctions. Les journaux font régulièrement état de procès de militaires et d'officiers ayant commis des exactions ou effectué des détournements de fonds. De hauts gradés ont également subi des mesures disciplinaires comme le Major General Salim Saleh, demi-frère de Y. Museveni et ancien *Army Commander*, mis à la retraite pour indiscipline. ⁶³

⁶⁰ *La Lettre de l'Océan Indien*.

⁶¹ Amnesty International, *op.cit.*, 1989, p. 29.

⁶² Busingye Godard, *op.cit.*, p. 27.

⁶³ Renvoyé en 1989, Salim Saleh a été placé à la tête de la Force de Réserve dont le statut reste encore flou. Pendant sa mise à l'écart, Salim Saleh a fait fortune et s'est trouvé impliqué dans plusieurs affaires frauduleuses de rachat d'entreprises. Il a cependant été rappelé une première fois en 1995 en tant que *senior presidential adviser on military affairs*. Il avait pour tâche de mettre fin à la dégradation

Une série de mesures ont en outre été adoptées dans le but de renforcer la discipline de l'Armée par un contrôle civil : des commissions d'enquête se sont ouvertes ; le gouvernement a ratifié les Chartes des droits de l'homme de l'ONU et de l'OUA ; en 1987, le poste d'Inspecteur Général du Gouvernement (IGG) a été créée dans le but de « *protéger le respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit* ».

Vingt ans d'exactions et de brutalités militaires laissaient derrière eux une population traumatisée, méfiante et fataliste. L'une des mesures prises par le NRM pour mettre fin au règne du fusil fut de mettre sur pied un programme de « démystification⁶⁴ », le *mchaka-mchaka*. Visant à former les civils autant aux principes directeurs du NRM qu'au maniement des armes, ce programme visait à affaiblir l'image de puissance qui était attribuée aux possesseurs d'une arme. Parallèlement à la formation politique des militaires, le NRM s'engageait donc dans la formation militaire des civils. Cette mobilisation sécuritaire, quoique suspendue lors des élections présidentielles de 1996, a souvent été critiquée pour la propagande pro-NRM qu'elle dispense.⁶⁵ Néanmoins, elle rétablit un certain équilibre entre civils et militaires en donnant des compétences militaires à des civils et des compétences politiques aux militaires.

L'introduction des Forces de Défense Locale (LDF) ont également participé au rapprochement entre civils et militaires. Corps de civils formés par l'armée et chargé d'assurer la sécurité dans leur localité d'origine, les LDF assistent la police ou l'Armée grâce à leur mobilité et à leur connaissance du terrain et des personnes qu'il protègent.⁶⁶ Malgré leur ambiguïté statutaire, les *Local Defence Units* (LDU) ont apporté une nouvelle dimension dans le rapport à la sécurité. Ils assurent une protection de proximité contre le petit banditisme (comme les vols). Encouragées dès le début des années 1980 par Yoweri Museveni, alors

de la situation au nord. Très populaire auprès des hommes de troupes il a également été rappelé lors du remaniement de janvier 1998 pour occuper les fonctions du secrétaire d'Etat attaché à la Défense. Il a dû démissionner de ce poste en décembre 1998 suite au scandale de UCB. Au cours de la privatisation de la banque UCB, Saleh a lui-même reconnu s'être servi d'une banque malaise, la Westmont, pour acquérir officiellement 49% des parts de cette banque.

⁶⁴ Le programme de « démystification du fusil » est toujours en place. Il avait été interrompu pendant les élections en raison de la teneur politique des cours.

⁶⁵ Dans le *Monitor* du 18 août 1997, Meddi Kaggwa, commissaire politique du NRM, dément les accusations selon lesquelles des membres des LDU, de l'UPDF et des conseils locaux de Masaka auraient forcé certains civils à s'inscrire au cours de *mchaka-mchaka* en payant de surcroît des droits d'inscription. On peut s'interroger légitimement sur l'influence qu'aurait ces cours sur le résultat du référendum qui décidera du sort des partis politiques en 1999.

⁶⁶ *The Sunday Monitor*, 10 août 1997, p.1 faisait état d'un recrutement de 750 LDU pour venir en renfort des soldats de l'UPDF dans le conflit à l'ouest du pays.

ministre de la Défense, ces « milices populaires » contrebalancent également l'influence de l'Armée en constituant un corps de civils formés aux métiers des armes. Toutefois, la médiocrité et la brièveté de leur formation ainsi que l'utilisation d'armes lourdes ont parfois été mises en avant lors d'enquête menée sur des abus de pouvoir contre les civils.

Cette collaboration entre civils et militaires a également été mise en place au niveau de la police à travers le *community policing*, qui promeut la sensibilisation des communautés aux droits et devoirs des policiers par l'intermédiaire des officiers de liaison (*Community Liaison Officers – CLO*).⁶⁷ Des postes intermédiaires ont été créés comme ceux des *Law enforcement officers* du syndicat des taxis qui, en tant que civils, travaillent pour la sécurité routière (en vérifiant par exemple le nombre de passagers des minibus ou l'usure des pneus) et participent à la prévention de la criminalité (en surveillant en outre les pickpockets des parcs de taxis). La méconnaissance du droit reste également une entrave d'importance à ces mécanismes de contrôle des activités des forces de sécurité par les civils. Nous ne prendrons que l'exemple de prisonniers (y compris femmes et enfants) qui, en dépit de l'obligation de ne pas détenir les prévenus pendant une période excédant 48 heures, restent des mois en cellule dans les commissariats locaux⁶⁸. La police est également considérée comme l'un des organes les plus corrompus de l'Etat et continue à employer la torture comme méthode régulière d'interrogatoire⁶⁹.

Si l'on ne peut douter de l'efficacité à long terme de toutes ces mesures, on peut également estimer que les LDU, le personnel des entreprises de sécurité privée qui se multiplient depuis 1990 ainsi que les civils formés au *mchaka-mchaka* ajoutées aux forces réservistes, constituent une force militaire potentielle très importante et mobilisable à chaque instant par le pouvoir. La promiscuité avec des armes de combat est en outre certainement l'impression la plus frappante que l'on peut retenir de Kampala et de certaines régions comme le Karamoja, où les pasteurs de tous âges ne se séparent jamais de leur kalachnikov. Toutefois, il n'a jamais été démontré jusqu'à maintenant que le

⁶⁷ Toutes ces informations ainsi que celles qui vont suivre sont issues d'entretiens menés avec Dave Tingle, officier britannique chargé de l'unité de formation de la police ougandaise, et avec d'autres officiers de la police ougandaise, août 1997.

⁶⁸ Entretiens et missions d'observation dans les prisons locales de Kumi, Tororo et Mbale, juillet 1997.

⁶⁹ Rapport annuel de L'Uganda Human Rights Commission, août 1998.

gouvernement ait mobilisé du personnel non-militaire pour des tâches de défense.

Introduites au début des années 1990, le nombre des agences de sécurité privées a explosé à Kampala. Dirigées par des anciens officiers de l'Armée (sud-africains, anglais, ougandais), elles recrutent parmi des vétérans de l'Armée ou de la police et gardent le plus souvent les résidences des organisations internationales et des expatriés.⁷⁰ Considérées désormais comme indispensables, elles représentent également une affaire juteuse pour des officiers soucieux de diversifier leurs sources de revenus. Toutes ne bénéficient pas des mêmes avantages. Nous ne citerons que *Saracen*, filiale d'*Executive Outcomes*, dont l'un des actionnaires principaux n'est autre que Salim Saleh et qui a reçu en juillet 1997 une licence lui permettant de vendre des armes aux particuliers.⁷¹

La mise en place de nombreuses réformes et l'insistance de Museveni pour conserver une Armée disciplinée faisait apparaître l'Ouganda comme un modèle en matière de contrôle des militaires jusqu'au milieu des années 1990. Cette crédibilité extérieure occultait cependant les limites de ces mutations. Ainsi, la violence des méthodes contre-insurrectionnelles au Teso d'abord puis dans le nord, l'inefficacité (voire le laisser-faire) de l'Armée face aux attaques de rebelles contre les civils et enfin les affaires de corruption au sein du commandement de l'Armée sont autant de nuances à apporter à la phase de changement de l'institution militaire.

⁷⁰ L'expansion économique de la ville de Kampala et la paupérisation urbaine ont été à l'origine du montée du taux de petite criminalité. La police elle-même offre ses services pour le gardiennage nocturne des résidences privées.

⁷¹ *New Vision*, 19 juillet 1997.

3 La persistance de zones de conflits et les paradoxes de l'instabilité

Le régime de Museveni est confronté, depuis son arrivée au pouvoir, au soulèvement successif de plusieurs mouvements de rébellion. Aujourd'hui (septembre 1998), malgré la stabilisation du sud de l'Ouganda, la situation au nord a dégénéré dans un conflit de basse-intensité, dont les acteurs ne semblent obéir à aucune logique de guerre et les combats redoublent d'intensité dans les districts de Bundibugyo, Kasese et Kabarole (dans l'ouest du pays).

Tout comme au Teso, à l'est de l'Ouganda, où l'*Uganda People's Army* (UPA) de Peter Otai a sévi jusqu'au début des années 1990, l'arrivée au pouvoir de Y. Museveni n'a pas acquis au nord la même signification libératrice qu'au sud du pays. Au contraire, la présence de la NRA dans cette région a marqué le début d'une insurrection de douze ans qui malgré quelques accalmies, n'a pas depuis trouvé d'issue.

3.1 Origines du conflit

Ces mouvements de rébellion ont été de diverses natures : militaire tout d'abord avec l'insurrection au nord des soldats des anciennes forces de sécurité ougandaises (*Uganda People's Democratic Army*, UPDA de Justin Odong Latek), comparable au mouvement de rébellion de Peter Otai; mystique ensuite avec le Mouvement du Saint-Esprit (*Holy Spirit Movement* - HSM) d'Alice Lakwena ainsi que le *Holy Spirit Movement II* de Severino Lukoya et la *Lord's Salvation Army* (LSA) de Joseph Kony; terroriste enfin avec la *Lord's Resistance Army* (LRA).

Une opposition « professionnelle » :

l'UPDA (août 1986–juin 1988) et l'UPA (septembre 1986–1991)

Six mois à peine après l'arrivée au pouvoir de Y. Museveni, l'*Uganda People Democratic Army* (UPDA) du Brigadier Justin Odong Latek lançait sa première attaque à Naam Okora dans le district de Kitgum (ville natale de l'ancien président T. Okello), obligeant rapidement la *National Resistance Army* (NRA) à se transformer avec plus ou moins de succès en Armée de contre-insurrection.

Lorsque la NRA renversa le gouvernement de Tito Okello en janvier 1986, les soldats "nordistes" de l'*Uganda National Liberation Army* (UNLA) s'enfuirent vers leurs villages d'origine en Acholi, au Teso (à l'est) ou se réfugièrent au sud-Soudan, dans la crainte des représailles des troupes de

Y. Museveni.⁷² Au nord, s'associant alors aux anciens soldats d'Idi Amin, réfugiés dans cette région frontalière depuis 1979, cette poche d'exilés armés a constitué le noyau dur de l'UPDA de 1986 à 1988. À la même période dans l'est, l'UPA gagnait en popularité à mesure que l'Armée mettait en place des méthodes contre-insurrectionnelles brutales.

Suite à leur humiliation militaire, les vétérans de l'UNLA revenaient dans leur région d'origine sans emploi et sans plus aucun accès privilégié aux ressources de l'État. Ayant vécu jusqu'alors de rapines et d'expédients extorqués aux civils sur des barrages routiers, peu réussirent à s'adapter à la vie paysanne à laquelle ils étaient contraints. Très vite, certains recommencèrent à commettre des vols et des exactions ou rejoignirent le maquis.⁷³

La situation dégénéra rapidement à l'arrivée à Gulu du 35^e bataillon de la NRA formée des anciennes troupes du FEDEMU et de l'UFM qui avaient combattu l'UNLA dans le triangle de Luvero. Les actions de l'UPDA et de l'UPA ont trouvé à leur début une certaine légitimité auprès de politiciens locaux. La méfiance populaire envers le gouvernement de Museveni s'était déjà trouvée exacerbée par les violentes exactions commises à la fois contre les soldats des anciennes Armées et contre les civils lors de l'avancée de la NRA au nord et à l'est début 1986. Les vols répétés de bétail perpétrés par les Karimojongs dans le district de Kitgum et de Soroti ainsi que par la NRA et d'autres mouvements de rébellion dans l'ouest du district de Gulu allaient la conforter.⁷⁴ Pourtant, la création de la Commission présidentielle pour le Teso

⁷² Contrairement à la composition initiale de l'Armée ougandaise qui, comme le conseillaient les critères coloniaux, regroupait des hommes issus des ethnies du nord (Acholi, Langi, Karimojongs et Itesots), les combattants de la NRA sont en grande majorité issus des ethnies du sud/sud-ouest du pays (Banyankole, Baganda, Banyarwanda); ils sont donc généralement perçus comme des "sudistes".

Aussi, lorsque mi-1986, les appels maladroits de la NRA invitent les anciens soldats à rendre les armes et à venir se signaler dans la caserne la plus proche, ils provoquent une véritable panique parmi les soldats acholis. Cette annonce, faite à la radio, réveillait en effet les souvenirs du massacre de 1971 au cours duquel les soldats acholi qui s'étaient rendus au pouvoir d'Idi Amin, ont été massacrés à l'intérieur des casernes sur le seul critère de leur origine ethnique. Les épurations ethniques dans l'Armée étaient habituelles à chaque changement de régime. Elles n'ont pas eu lieu sous le régime de Y. Museveni.

⁷³ Heike Behrend, "War in Northern Uganda", in Christopher Clapham (ed.), *African Guerrillas*, James Currey / Fountain Publishers / Indiana University Press, Oxford/Kampala/Bloomington et Indianapolis, 1998, p. 108. Les études ethnologiques d'H. Behrend publiés dans les ouvrages collectifs d'Hansen et Twaddle ainsi que seul (Heike Behrend, *La guerre des esprits en Ouganda, 1985-1996*, L'Harmattan, coll. Etudes africaines, 1997, 288 p.) sont les plus riches sur les rébellions d'Alice Lakwena et de Joseph Kony.

⁷⁴ Tout comme au Teso, la perte du bétail est le reproche le plus amer formulé à l'encontre du gouvernement car le bétail constitue à la fois l'accès aux ressources matérielles et au prestige social.

et les fonds qu'elle allait débloquer pour des projets de développement locaux allaient favoriser la rédition des rebelles en 1991.

Au nord, suite à la proclamation de plusieurs amnisties et aux pourparlers de paix menées par le Major Général Salim Saleh avec les leaders militaires de l'UPDA, le gouvernement est parvenu à la signature d'un traité de paix en juin 1988 à Gulu.⁷⁵ Conformément à cet accord, 3000 combattants de l'UPDA ont été incorporés, après des tests de sélection, à l'Armée nationale ougandaise alors que d'autres recevaient de la part du gouvernement les commodités nécessaires à leur réintégration dans la vie civile.⁷⁶

Rejeté par la branche politique du mouvement dirigée depuis Londres par Eric Otema Allimadi,⁷⁷ ce compromis a provoqué la scission de l'UPDA et le retour dans le maquis d'une centaine de combattants commandés par le brigadier Justin Odong Latek. Toutefois, malgré cette dissidence minoritaire, ce traité signé par le lieutenant-colonel John Angelo Okello, commandant militaire de l'UPDA, est parvenu à mettre fin à l'opposition la plus professionnelle à laquelle le gouvernement ougandais ait été confronté.

Le combat des esprits :

Alice Lakwena, Severino Lukoya et Joseph Kony (1987–1992)

Parallèlement, un autre groupe de rébellion s'était insurgé contre le gouvernement : celui d'Alice Auma dite Lakwena du nom de l'esprit qui l'aurait incitée à livrer bataille. D'origine mystique, ce mouvement a recueilli un fort soutien populaire dans tout l'Acholi. Ses premiers succès militaires, comme ceux de la première bataille de Corner Kilak ou celle de Pajule fin 1986, ont entraîné l'adhésion de certains membres de l'UPDA ainsi que la mobilisation de nouvelles recrues.

Le *Holy Spirit Movement* (HSM) a parfois regroupé jusqu'à 10.000 combattants à l'intérieur d'un mouvement armé très structuré et organisé en compagnies

Selon la commission parlementaire chargée d'examiner les causes de la rébellion au nord, 500.000 têtes de bétail auraient été volées en Acholi et au Lango depuis le début de la guerre. Parliament of Uganda, *Parliamentary debates (Hansard)*, 1st session, 2nd meeting, issue n°8, 28 janvier 1997 - 27 février 1997, p.1393.

⁷⁵ *Africa Research Bulletin*, 15 juillet 1988, p. 8925.

⁷⁶ *Africa Research Bulletin*, 15 février 1989, p. 9154.

⁷⁷ Eric Otema Allimadi, après avoir été le premier ministre de Milton Obote, s'est réfugié en exil à Londres et a pris la direction de l'*Uganda People's Democratic Movement* (UPDM), branche politique de l'UPDA.

selon le modèle colonial britannique.⁷⁸ Mêlant initiations et purifications rituelles à des techniques de combat plus conventionnelles, le HSM trouvait sa légitimation à travers un discours moral visant à laver les anciens soldats des péchés qu'ils avaient commis sous les régimes précédents. Dans ce schéma, les *Holy Spirit Safety Precautions* prohibant le vol, le pillage, le meurtre, les activités sexuelles, la boisson, les cigarettes... structuraient la discipline du mouvement et sous-tendaient la reconstitution d'un ordre moral.

En septembre 1987, suivant les instructions des esprits (*jogi*) qui la guident, Alice décide d'entamer une marche sur Kampala. De tous les mouvements d'opposition Armée, celui d'Alice est le seul à s'être infiltré si loin vers le sud du pays. Toutefois, si le HSM bénéficiait en Acholi d'un soutien local lui permettant de se réapprovisionner aisément en hommes, en armes et en nourriture, les régions de l'est et surtout du sud-est lui étaient beaucoup plus hostiles et collaboraient activement avec le gouvernement. Aussi, dès la fin de l'année 1987, la NRA remporte-t-elle une victoire définitive sur le HSM alors que les rebelles se trouvent dans la forêt de Bujembe à moins de 100 km de Kampala.

Depuis, plusieurs leaders ont revendiqué de façon plus ou moins fructueuse leur affiliation mystique avec le mouvement d'Alice. Si le père d'Alice, Severino Lukoya, a échoué dans sa volonté de prolonger le mouvement de sa fille à travers le HSM II de janvier 1988 à août 1989, Joseph Kony s'est imposé dès 1987 comme le leader d'un mouvement de rébellion concurrent et durable. Ancien catéchiste et ancien membre de l'UPDA, J. Kony s'est dit lui aussi possédé par un esprit et a entrepris un combat contre le gouvernement de Museveni. Créée parallèlement au HSM, la *Lord's Salvation Army* (LSA) a véritablement pris son essor après la défaite militaire d'Alice. Recrutant parmi les anciens combattants du HSM ainsi que parmi ceux de l'UPDA entrés en dissidence pour rejeter l'accord de paix signé en juin 1988 avec le gouvernement, Joseph Kony a, tout comme Alice, combiné des techniques militaires occidentales et des pratiques rituelles⁷⁹. Un moment rebaptisé *Uganda People's Democratic Christian Army* (UPDCA), sous l'influence d'Odong Latek, qui avait rejoint le mouvement de J. Kony et souhaitait entreprendre sa sécularisation, ce groupe d'opposition changea à nouveau de nom en 1992 pour prendre celui de *Lord's Resistance Army* (LRA).

Leader instable et peu instruit, Joseph Kony est à la tête d'un mouvement, certes hiérarchisé mais sans discipline ni projet politique défini. Le mélange de

⁷⁸ Heike Behrend, *art.cit.*, p. 110.

⁷⁹ *ibid.*, p.115.

religion chrétienne et de pratiques animistes puis plus tard les menaces contre toute personne travaillant le vendredi, élevant des porcs ou des poulets blancs brouillent l'image de groupe fondamentaliste chrétien que la presse lui attribue. Si la LRA avait tout d'abord annoncé son intention de renverser le pouvoir de Museveni pour établir un gouvernement fondé sur les *Dix Commandements de la Bible*, ses motivations sont désormais plus ambiguës.

Contrairement au HSM d'Alice Lakwena, le mouvement de Kony n'a jamais évolué vers une large Armée de type conventionnel. Bien que l'on manque encore de données sur sa structure précise, la LRA semble s'être peu à peu fractionnée en petits groupes de brigands dont le pillage et la prédation constituent un véritable mode de survie.⁸⁰ En 1991, l'implication de la population locale à la défense de la région avec la création de milices locales (*homeguards*) et de brigades civiles Armées d'arcs et de flèches (*bow and arrow brigades*) n'a fait qu'accroître l'échelle de la violence utilisée par la LRA. Accusés de trahison, ces hommes furent la cible directe des attaques de la LRA qui, par vengeance, multiplia les sévices corporelles sur la population civile en coupant les nez, les oreilles et les lèvres de ceux considérés comme les agents du gouvernement.

La LRA a, en outre, recueilli un succès bien moindre que celui du HSM d'Alice Lakwena et n'a jamais pu dépasser les frontières de l'Acholi. Pourtant, si c'est affaiblie que la LRA avait entamé en 1992 des pourparlers de paix avec Betty Bigombe, secrétaire d'Etat chargée de la pacification au nord, c'est au contraire revigorée, mieux armée et mieux implantée au Soudan qu'elle a repris les combats après l'échec des négociations en 1994.

En effet, bien que jamais jusqu'à maintenant les pourparlers de paix n'aient été aussi près d'aboutir, le climat de confiance entre les deux parties est resté mitigé. Redoutant la duplicité du gouvernement, J. Kony avait, parallèlement à ces négociations officielles, entrepris des tractations avec le gouvernement soudanais pour évoquer son réapprovisionnement en armes.⁸¹ Accusant les rebelles d'utiliser le répit des pourparlers pour renforcer son dispositif militaire et internationaliser ses soutiens, Museveni a mis fin aux négociations. Aussi,

⁸⁰ Heike Behrend, *art.cit.*, p. 116.

⁸¹ Parmi les critères de méfiance retenus par Kony à l'encontre du gouvernement, certaines de ses déclarations font état des assassinats mystérieux de certains vétérans de l'UPDA, comme le major Mike Kilama, survenus alors qu'ils venaient d'être incorporés dans l'Armée nationale. Robert Gersony, *The Anguish of Northern Uganda, Results of a field-based assessment of the civil conflicts in northern Uganda*, USAID, août 1997.

suite à l'ultimatum controversé d'une semaine lancé par le président ougandais aux rebelles en février 1994, les combats ont-ils repris avec encore plus d'intensité. A la différence des autres mouvements de rébellion, J. Kony est ainsi parvenu à établir de solides relations avec les états voisins obtenant appuis logistique, militaire et financier de la part du Soudan et du Zaïre (jusqu'à la chute du Président Mobutu au moins) ainsi qu'un soutien complaisant mais plus passif du Kenya. Désormais maintenue en vie principalement par cette aide extérieure, la LRA est entrée dans une nouvelle phase de combats dont le but premier est de terroriser les populations civiles.

Un groupement terroriste : la LRA de Joseph Kony (1994)

Alliée au Soudan, la LRA est désormais engagée sur plusieurs théâtres d'opérations militaires. Au nord de l'Ouganda tout d'abord où elle procède à des razzias régulières pour obtenir par la force de nouvelles recrues, de la nourriture et des médicaments ; au sud-Soudan ensuite où elle a installé ses bases d'entraînement et contribue au combat de Khartoum contre le SPLA.

Utilisant des méthodes de combat, de recrutement et d'entraînement militaire particulièrement violentes, elle ne semble avoir d'autre but que de créer la terreur dans toute la région en amplifiant depuis 1995 les raids meurtriers, la pose de mines anti-personnelles et les enlèvements d'enfants.⁸² Depuis 1995, la LRA utilise l'enlèvement organisé d'enfants comme méthode systématique de recrutement. Si dans la plupart des cas les mouvements de rébellion, y compris la NRA et le SPLA, utilisent les enfants comme soldats, la LRA les expose à de terribles sévices à l'intérieur même des camps d'entraînement. Ramenés au sud-Soudan, ces enfants sont utilisés comme esclaves domestiques dans les bases arrières de la LRA et subissent un entraînement militaire basique. Les jeunes filles sont quant à elles offertes en récompense aux officiers rebelles les plus anciens et deviennent à la fois leur esclave sexuelle et domestique. Beaucoup meurent sur le trajet du Soudan, des coups de leurs ravisseurs ou lors d'affrontements avec l'Armée (lorsqu'ils sont enlevés, les enfants ont souvent les bras liés). Source précieuse de renseignement, les enfants doivent dénoncer

⁸² Entretien avec Keith Wright, Délégué de l'UNICEF en Ouganda, Kampala, juin 1998. La réintégration de ses enfants dans leur milieu d'origine pose problème. Les enfants qui se sont échappés constituent une source de renseignement pour les militaires qui les interrogent longuement dans les casernes avant de les renvoyer dans leurs familles. Certains enfants sont parfois enlevés à plusieurs reprises par les rebelles qui craignent de voir révéler certains détails stratégiques. Ces enfants sont également souvent rejetés de leur propre famille pour avoir commis des atrocités en collaborant avec les rebelles. Des centres de réinsertion ont été ouverts à Gulu et Kitgum pour aider à leur réintégration sociale et leur apporter un suivi psychologique.

les voisins qui collaborent avec l'Armée, donner le nom des familles qui ont beaucoup d'enfants, voire attaquer leur propre village d'origine. On estime qu'environ la moitié des forces de la LRA seraient des enfants enlevés en Ouganda. Selon l'UNICEF, plus de 15.000 enfants auraient déjà été enlevés en Ouganda.

En dehors de quelques massacres comme à Lokung Palabek en janvier 1997 au nord-ouest de Kitgum, le mouvement de Kony multiplie les attaques en campagne qui ne font au plus que quelques morts mais terrorisent les populations. La LRA aujourd'hui dégagée du souci d'être réapprovisionnée en armes, ses objectifs ne sont plus militaires mais civils. Les rebelles entretiennent donc un climat d'insécurité permanente qui démontre sa présence et sa capacité à contourner les forces militaires pourtant largement déployées dans toute la région.

Créée à partir de griefs tout à fait légitimes (spoliation des biens en Acholi, exactions de l'Armée, marginalisation politique et économique de la région), la LRA, désormais beaucoup mieux armée, a évolué vers un mouvement terroriste maintenant un conflit de basse intensité dans toute la région nord de l'Ouganda au profit d'un tiers, le Soudan, qui voit là le moyen de déstabiliser un pays voisin considéré comme une menace potentielle.

L'ADF (novembre 1996 –)

Depuis novembre 1996, un nouveau front de rébellion s'est ouvert dans l'ouest du pays. Tout comme la LRA, les *Allied Democratic Forces* (ADF) multiplient les exactions contre les civils et enlèvent des enfants pour en faire de nouvelles recrues. Leurs activités se sont intensifiées fin 1997 et mi-1998. Ces attaques ont justifié en partie l'intervention ougandaise dans l'est du Congo en 1997 et en 1998. En effet, à cheval sur les territoires ougandais et congolais, l'ADF utilise les montagnes du Rwenzori comme défense naturelle contre les assauts de l'UPDF.

Le remaniement au sein du commandement militaire, qui a suivi la terrible attaque de Kigwamba au cours de laquelle 80 étudiants ont été brûlés vifs dans leur dortoir par l'ADF en juin 1998, amenait le colonel James Kazini à la tête de la deuxième division. Le gouvernement entendait alors porter un grand coup contre ce qu'il considérait comme les dernières poches de résistance de la rébellion. Mais, malgré le renfort en hommes très important et l'envoi de matériel militaire, l'Armée a connu de sévères défaites avec les attaques répétées de la rébellion dans le district de Kasese, où le colonel Kazini avait

pourtant établi son quartier général. L'ADF a poussé ses incursions jusque dans les districts de Bushenyi et de Mbarara dans le sud du pays, fief du président Museveni. Ces revers ruinent la crédibilité opérationnelle des militaires. Armant aujourd'hui sur leur demande les populations civiles de l'ouest afin qu'elles assurent elles-mêmes leur défense, l'Armée semble à bout de ressources pour lutter contre une insurrection qui ne devait durer que quelques mois.

3.2 Un jeu de rivalités régionales

Raisons de l'engagement soudanais

Tout au long de l'histoire post-coloniale, les relations entre l'Ouganda et le Soudan ont été marquées par des ingérences permanentes et réciproques fluctuant au grès des évolutions de leur politique interne. Par le soutien notamment militaire qu'il pouvait offrir, le Soudan a entretenu sur son territoire les groupes de rébellion armée ougandais pendant que Kampala devenait, dans les années 1960 tout comme aujourd'hui, la ville d'accueil complaisante de l'opposition soudanaise en exil⁸³. Dès 1969, des soldats Anyanya sont recrutés par Idi Amin, alors chef d'état major, pour s'opposer à la prédominance des Langi dans l'Armée et affaiblir ainsi le pouvoir d'Obote. Ils prendront peu à peu la tête de postes clés de l'Armée. Puis par vagues successives, les soldats d'Obote, d'Amin et d'Okello se sont réfugiés au sud-Soudan bénéficiant alors à la fois d'un asile et de bases d'entraînement proches de la frontière. Ce fut le cas, dans les années 1980, de l'*Uganda National Rescue Front* (UNRF) de Moses Ali, tout comme plus tard de l'UPDM/A et du *West Nile Bank Front* (WNBF).

De même, depuis le début de l'année 1994, le Soudan et dans une moindre mesure le Zaïre (jusqu'en 1997) apportent leur soutien financier, logistique et militaire à la LRA, au WNBF.⁸⁴ Parallèlement, et malgré les démentis officiels, le rôle de l'Armée ougandaise dans les avancées du SPLA ne fait plus mystère. Si la position officielle de l'Ouganda consiste à ne reconnaître qu'un soutien

⁸³ Pour plus de détails, voir, Gérard Prunier, *The sudanese civil war: a perspective from Uganda*, miméo, février 1994, 15 p. (jamais publié), ainsi que Korwa G. Adar, "A state under siege: the internationalisation of the Sudanese civil war", in *African Security Review*, vol. 17, 1998, p. 44-53.

⁸⁴ Le Soudan a également apporté plus récemment son soutien aux *Allied Democratic Forces* (ADF) sur la frontière congolaise. Quoique l'origine des ADF ne soit pas encore bien connue, il semble que les Tabliqs aient été réorganisés par le Soudan après le massacre de Buseruka afin de couper la route de ravitaillement de l'Ouganda aux Banyamulenges. Les Tabliqs font partie d'une secte islamiste présente dans l'ouest de l'Ouganda. Pour en savoir plus, lire Sallie Simba Kayunga, *Islamic fundamentalism in Uganda, A case study of the Tabligh Youth Movement*, CBR, WP n°37, septembre 1993, 91 p.

moral et l'échange de renseignements avec le SPLA, G. Prunier révèle que, dès mars 1989, le Colonel Serwanga-Lwanga avait signé un accord secret permettant à la guérilla soudanaise de traverser le territoire ougandais.⁸⁵ Approvisionnées en matériel militaire par l'Ouganda, les troupes de John Garang ont installé leurs camps d'entraînement à l'intérieur du parc national de Kidepo dans le nord-est du pays fin 1998, où ils auraient reçu l'appui d'instructeurs américains.⁸⁶ A plusieurs reprises, ils ont échappé aux contre-attaques de l'Armée soudanaise en se repliant sur Gulu, Kitgum ou au West Nile.

Facteur de poids, l'implication soudanaise a permis de maintenir en activité et de réorganiser des mouvements qui, sans cet apport, aurait sans doute déjà disparu. Selon *La Lettre de l'Océan Indien*, les gouvernements zaïrois et soudanais auraient tenté d'unir leurs efforts en décembre 1996. Lors d'une réunion entre le Ministre de l'Intérieur zaïrois, Kamanda wa Kamanda Gérard et le responsable de l'Armée au sud-Soudan, le Colonel Mansour, le Zaïre « *aurait autorisé les rebelles ougandais et les forces gouvernementales soudanaises à utiliser certaines facilités en territoire zaïrois* » en échange de leur appui pour lutter contre les rebelles Banyamulenge.⁸⁷

Dans la même logique, l'assistance de l'UPDF (et entre autres du 23^{ème} bataillon basé à Mbarara) aux rebelles de Laurent-Désiré Kabila au début de l'année 1997, lui permettait ensuite de recueillir leur concours pour le « nettoyage » de la région nord-est du Zaïre, avoisinant le district ougandais d'Arua, où se trouvaient les bases arrière du WNBK.⁸⁸

Désormais, officiers ougandais mais également érythréens et éthiopiens, collaborent et mènent des actions conjointes avec le SPLA tout comme la LRA, dont les bases arrière protègent en partie les villes de Juba et Torit,⁸⁹ assiste l'Armée soudanaise dans son combat contre la rébellion de J. Garang. Par extension, la LRA s'est donc trouvée mêlée à un jeu complexe de soutiens et de rivalités régionales au centre duquel se tiennent d'un côté le Soudan et le Zaïre de Mobutu et de l'autre l'Ouganda, l'Érythrée et l'Éthiopie qui tout trois connaissent sur leur territoire des guerres de basse intensité soutenues par le

⁸⁵ Gérard Prunier, *art.cit.*, p. 9.

⁸⁶ Entretien, Kampala, juillet 1998.

⁸⁷ *La Lettre de l'Océan Indien*, 11 janvier 1997, p. 2.

⁸⁸ *La Lettre de l'Océan Indien*, 15 mars 1997, p. 1.

⁸⁹ Ces deux villes sont considérées comme les capitales du sud-Soudan et leur contrôle revêt un intérêt fortement stratégique.

Soudan. D'un côté, la LRA a longtemps attaqué les routes du nord afin de couper les voies de ravitaillement du SPLA par le gouvernement de Y. Museveni. De l'autre, l'avancée du SPLA au début de l'année 1997 pendant laquelle les villes de Kajo-Kaji, Yei et Kaya ont été reprises, laisse peu de doutes quant à une collaboration étroite avec les troupes de l'UPDF.⁹⁰

Pour répondre à ses ambitions régionales d'extension de l'Islam, le Soudan multiplie les soutiens aux mouvements d'opposition autant qu'il utilise les réseaux islamistes internationaux, comme *Da'wa Islamiya*, l'*African Charitable Relief* ou l'*International Islamic Relief Agency*.⁹¹ Dans le cas ougandais, son engagement aux côtés de la LRA avait deux objectifs: d'une part, contrer l'Ouganda pour le soutien qu'il apportait au SPLA. D'autre part, gérer le conflit interne qui l'oppose au sud du pays depuis plus de quinze ans. La LRA, ainsi que le WNBF et l'ADF participent donc à la fois à une entreprise de déstabilisation régionale et à un processus d'instrumentalisation des mouvements de rébellion étrangers au profit du règlement d'un conflit interne.

Probablement moins coûteuse, cette greffe étrangère sur un conflit endogène préexistant permet de coupler ses intérêts à ceux de la rébellion avec un coût humain réduit mais un engagement matériel plus important pour le pays « donateur ». De cette façon, l'Ouganda, tout comme le Soudan, subordonne les actions de mouvements de rébellion à ses propres objectifs militaires, tout en évitant l'ouverture d'un conflit inter-étatique. Les incursions des Armées nationales en territoire étranger sont alors soit officiellement démenties et mises sur le compte d'une confusion avec les troupes rebelles, soit justifiées comme participant à la protection des "intérêts vitaux" du pays. Jusqu'à maintenant, seule l'escalade verbale du début de l'année 1995 entre le Soudan et l'Ouganda avait abouti à la rupture de leurs relations diplomatiques.

Cette dimension internationale est l'élément majeur de cette nouvelle phase du conflit. La rébellion se défait désormais de la relation de cause à effet qui la rattachait aux anciens régimes politiques ougandais. Le concours extérieur du Soudan et du Zaïre a eu pour principale conséquence d'étendre les zones d'intervention des rébellions au-delà des limites de leur pays respectif. Participant de cette même instabilité transfrontalière, les conflits sud-

⁹⁰ *La Lettre de l'Océan Indien*, 15 mars 1997, p. 1. Selon *La Lettre de l'Océan Indien*, "des unités d'artillerie de l'UPDF ont pilonné, depuis Londonga (district de Arua), les positions de l'Armée de Khartoum au Soudan, le 23 février 1997, en vue de faire diversion afin de permettre à des combattants de la SPLA d'entrer au Soudan via Koboka. Ces actions préparaient en fait l'offensive de la SPLA sur Kaya."

⁹¹ *La Lettre de l'Océan Indien*, 10 janvier 1998, p. 4. Ces ONG ont toutes été expulsées d'Ouganda suite à leur implication dans les activités de rébellion.

Soudanais, est-congolais et nord-ougandais sont désormais intimement mêlés. La guerre en cours au Congo depuis août 1998 rejoint la même logique puisque se mêlent sur le terrain des opérations l'ADF, le WNBF, le SPLA, les *Interhammes*...

La seconde conséquence directe de ces soutiens bi- voire tri-latéraux aux mouvements de rébellion réside dans la circulation croissante d'armes et de matériel militaire dans les zones frontalières autant que dans une hausse vertigineuse des coûts du conflit pour chacun des pays.

Le coût de la guerre

La durée de la guerre au nord et l'entêtement du gouvernement à poursuivre une option militaire pour combattre la LRA a considérablement augmenté les coûts du conflit au fil des ans tant du point de vue économique que politique.

Sur un plan économique, l'insécurité au nord a mobilisé un effort financier de plus en plus important. Prenant le risque de s'aliéner les bailleurs de fonds, le gouvernement ougandais a maintenu une hausse constante des dépenses militaires, creusant ainsi un fort déséquilibre budgétaire aux dépens des secteurs sociaux (éducation, santé...). C'est la première fois cette année que le gouvernement ougandais obtient le soutien des bailleurs de fonds pour le budget 1998-1999 qui, une fois de plus, consacre plus de 20% au secteur de la Défense selon les chiffres officiels.⁹²

De même, l'afflux d'hommes et l'envoi de matériel sur le front (petits blindés, engins mécanisés) se sont accélérés. La reprise des hostilités début 1994 et la priorité donnée à la résolution militaire du conflit depuis mi-1996 a lourdement mis à mal le programme de démobilisation, mis en place en 1993 à la demande des bailleurs de fonds. Devant réduire les effectifs de moitié, le programme a en fait été interrompu pour laisser place à un rappel des "vétérans" ramenant l'effectif des soldats à environ 90.000 hommes.⁹³ La plupart des personnes interrogées estiment qu'un peu moins de la moitié des troupes est affectée à la quatrième division de Gulu, sans compter le recrutement massif de *Local Defense Units* (LDU) et autres policiers qui prêtent main forte aux militaires.

⁹² Lors des récents débats qui eurent lieu au Parlement sur les moyens de résoudre ce conflit, il a été révélé que le gouvernement dépensait 20.000 \$ par jour dans la poursuite des combats et 50 millions de \$ par an pour l'achat de matériel militaire. *AFP*, 4 septembre 1998.

⁹³ Entretiens, Kampala, juin 1997.

D'un point de vue politique, le gouvernement s'est aliéné la quasi-totalité de la région nord. La carte électorale des présidentielles de 1996 montre bien qu'en dehors du Karamoja, du district de Moyo,⁹⁴ et d'une partie du Teso, le nord constitue la seule zone de forte opposition au gouvernement de Y. Museveni avec des résultats record de 90% à Gulu et 88% à Kitgum en faveur du candidat de l'opposition.

En dehors des nominations 'racoieuses' de politiciens du nord souvent facilement corruptibles, le gouvernement n'a que rarement montré sa volonté de désenclaver politiquement cette région. Au contraire, les discours de Y. Museveni et de certains autres officiels font souvent un amalgame dangereux entre la rébellion et la population civile qui, en contrepartie, se sent délaissée du gouvernement central et sacrifiée au profit d'intérêts régionaux. L'insécurité permanente participe à la marginalisation économique et politique de toute la région septentrionale et creuse la dichotomie entre un sud stable et prospère et un nord ankylosé par un conflit auquel les efforts militaires et les pourparlers de paix ne sont pas parvenus à mettre fin.

Une résolution du conflit entre négociation et répression

Depuis 1986, les relations du gouvernement avec les rebelles ont oscillé entre négociation et répression. Cependant, mettant en avant l'échec des négociations de 1994, l'inefficacité des médiations libyennes, malawiennes ou iraniennes et le meurtre de deux médiateurs de paix acholis — Okot Omony et Olanya Lagony — dans le maquis en 1996, le gouvernement a depuis refusé officiellement de s'engager dans des négociations avec les rebelles dont ils remettent en question la fiabilité.⁹⁵

Quoique certaines tractations soient encore menées à travers les *Resident District Commissioners* (RDCs), le secrétaire d'Etat résidant au nord, les notables acholis ou d'autres individus comme Salim Saleh, le gouvernement est officiellement engagé depuis dans la recherche d'une solution uniquement militaire qui n'a guère redonné l'espoir d'une issue rapide. Jusqu'à maintenant, en effet, ni le rappel des soldats démobilisés en 1993, ni le redéploiement des troupes en unité plus petites, présentes dans chaque sous-comté, ni le soutien

⁹⁴ Le district de Moyo est la région d'origine du ministre du Tourisme, Moses Ali. Rallié au gouvernement depuis 1986, ce vétéran de la politique, ancien ministre d'Idi Amin, est considéré comme étant celui qui régit la vie politique de son district. Entretien, juillet 1998.

⁹⁵ Pour plus de détails sur les initiatives de paix entreprises au nord de l'Ouganda, lire Denis Pain, *The Bending of spears, producing consensus for peace and development in Northern Uganda*, International Alert, décembre 1997.

des LDU, des milices (*homeguards*) ou des unités mobiles n'ont permis de mettre un terme à l'insurrection.

A plusieurs reprises, le gouvernement tenta d'isoler la LRA de ses soutiens parmi la population locale. Par des méthodes brutales de contre-insurrection, il lança deux opérations militaires coupant le nord du reste du pays. Fin 1987 déjà, l'évacuation des missions catholiques, seul appareil sanitaire de la région, avait initié une première opération militaire d'envergure. Tout comme en 1991, lors de l'opération 'nord', la NRA s'est alors aliénée une grande partie de la population en pratiquant une politique de 'terre brûlée', détruisant cases, récoltes et greniers à grains.

Toutes les organisations humanitaires et parfois certains officiers de l'UPDF comme le Maj. Gén. David Tinyefuza — conseiller du président Museveni pour les affaires militaires — ont soulevé maintes fois le problème du comportement de l'Armée dans les zones de conflits. En dehors des pratiques de détournement d'argent, de corruption ou d'indiscipline, l'Armée a multiplié depuis 1986 les exactions sur les populations civiles (vols, viols, harcèlement...). Déjà fin 1988 – début 1989, de nombreuses exactions de l'Armée sont recensées dans les zones de combat. Suite à un amendement de la constitution, les pouvoirs répressifs de l'Exécutif ont été accrus fin 1988 dans les zones déclarées en état d'urgence.⁹⁶ De même, l'Opération *Clean Out* lancée le 1^{er} août 1996 et visant à éradiquer les dernières poches de rébellion est restée dans les mémoires comme étant l'une des plus répressives et des plus violentes dans cette région. Par la suite, le gouvernement entreprit de regrouper les villageois autour de villages dits 'protégés'. Mais contrairement à leur attribution première, ces villages placés autour ou à côté de baraquements militaires n'ont empêché ni les enlèvements d'enfants, ni les exactions de la LRA à l'intérieur même de ces structures. Amenés parfois de force dans ces camps de déplacés, les villageois, qui ont dû abandonner leur terre, sont maintenus dans une situation extrêmement précaire et dépendante de l'aide humanitaire.⁹⁷ Enfin, après les élections présidentielles et législatives de 1996, de nombreuses exactions ont été commises par les soldats de la quatrième division.

⁹⁶ Louise Pirouet, *art.cit.*, p. 204.

⁹⁷ Entretiens, Paul Omach, Kampala, août 1998. Entretiens à Kitgum, juillet 1998. Entretiens avec Vivian Steirteghen, UNICEF, juillet 1998.

Oscillant depuis entre réconciliation et règlement par la force, le gouvernement n'est pas parvenu depuis dix ans à mettre fin au conflit.⁹⁸ Il est à présent urgent, pour limiter autant les exactions des rebelles que des soldats de l'UPDF eux-mêmes, de trouver une issue à ce problème. C'est à cette seule condition que l'Etat retrouvera le monopole de la contrainte légitime, réduira la fracture nord/sud, libèrera des budgets nécessaires au développement économique et social du reste de l'Ouganda et mettra fin définitivement au règlement des conflits par la force.

Remettant en cause le professionnalisme et la légitimité de l'Armée, les manquements au code de conduite de ces soldats (qui vont jusqu'à revendre armes, munitions et uniformes aux rebelles) participent au ressentiment des Acholi, majoritaires dans les anciennes Armées, envers l'UPDF qu'ils considèrent comme une véritable force d'occupation militaire. Depuis 1986, cette région stagne dans un cercle vicieux où les victimes de la pauvreté grossissent les rangs de la guérilla qui par ses actions prolonge le sous-développement de la région.

Aujourd'hui, la situation sécuritaire de l'Ouganda se détériore. Au conflit du nord s'ajoutent l'insécurité permanente au Karamoja, créée par les raids de bétail fréquents, ainsi que l'ouverture d'un nouveau front à l'ouest et le soulèvement permanent de nouveaux groupes de rébellion.⁹⁹ La multiplication des zones d'insécurité et le soutien logistique croissant du Soudan semblent affaiblir depuis la fin de l'année 1998 la capacité de réaction de l'Armée ougandaise, pourtant réputée pour son efficacité sur le terrain. Au nord, à Aboke ou à Kalongo, les rebelles ont enlevé des dizaines d'adolescents sans rencontrer aucune résistance de l'Armée alors que plusieurs jours avant les attaques, les civils les avaient avertis de la présence des rebelles et avaient demandé la protection des zones sensibles.

Plusieurs raisons sont imputées à ce manque d'efficacité de l'Armée et à sa lenteur de réaction : le processus de démobilisation tout d'abord, la baisse de moral des troupes qui vivent dans des conditions de vie très difficiles sur le front,¹⁰⁰ la baisse du niveau de discipline, l'ouverture d'un nouveau front à

⁹⁸ Les fluctuations de cette politique du nord sont matérialisées dans les nominations successives des conseillers militaires spéciaux pour le nord du pays. Ainsi en mai 1996, Salim Saleh, favorable au dialogue, a été nommé à ce poste érodant ainsi l'influence d'autres officiers tel que Chefe Ali, commandant de la quatrième division à Gulu, promu *Chief of staff* en août 1996 est parti sans de l'usage exclusif de la force.

⁹⁹ "Déploiement de l'Armée ougandaise dans l'est contre une nouvelle rébellion", *AFP*, 28 août 1998.

¹⁰⁰ Entretiens, Gulu, juillet 1997 et Kitgum juillet 1998.

l'ouest depuis novembre 1996 mais également et peut-être avant tout le manque de volonté politique de mettre fin au conflit.

Marginalisant le gouvernement dans son optique belliqueuse, les initiatives de paix se sont multipliées, depuis 1996, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Ouganda. Par deux fois (en 1997 et 1998), une grande réunion de la diaspora acholie (*Kacoke Madit*) a tenté de répondre à la demande de participation des représentants acholis aux négociations en invitant à Londres des leaders d'opinion et les leaders religieux, les représentants du gouvernement et les rebelles à une même table de discussion.¹⁰¹

Au niveau local, afin de pallier la couverture partielle du conflit par les médias, les groupes religieux de diverses confessions se sont rassemblés en association et tentent de collecter et de vérifier les informations relatives au conflit.¹⁰² C'est ainsi qu'après vérification du Comité de la Justice et de la Paix, la contre-attaque de l'Armée contre la LRA à Ogole, le 1^{er} mars 1998, ayant fait, selon l'Armée, 39 morts du côté des rebelles, aurait en fait causé la mort de plus de trente enfants qui venaient d'être enlevés par les rebelles et dont les mains étaient encore liées par des cordes. Selon le Comité, l'Armée ne pouvait manquer de voir, de l'endroit où elle était postée, que les « rebelles » n'étaient en fait que des enfants récemment enlevés¹⁰³. Le même comité tente depuis plusieurs années de rapporter chacun des enlèvements survenus dans les camps dits « protégés », dont la presse ne fait que rarement état.

De même, une commission parlementaire a été créée afin de s'intéresser à « tous les aspects de la guerre » avec pour but de l'amener « à une fin rapide ». ¹⁰⁴ Deux rapports ont depuis été publiés en janvier 1997, rendant compte des appels répétés à la négociation des populations locales. Le rapport majoritaire cependant recommande la poursuite de l'option militaire alors que le rapport minoritaire, rédigé par Omara Atubo et Norbert Mao, sollicite des pourparlers

¹⁰¹ La première réunion de *Kacoke Madit* avait abouti à une demande de cessez-le-feu qui n'a jamais été mis en place. Cette année, l'absence de représentants de la LRA au meeting a empêché de faire avancer les discussions. Les rebelles affirment que cette réunion se fait sous les auspices du gouvernement et que le KM 98 (abréviation pour *Kacoke Madit* 98) n'est autre que le "Kaguta Museveni 98". *The New Vision*, 15 juillet 1998, p.10.

¹⁰² Entretiens à Kitgum, juillet 1998.

¹⁰³ Entretien avec le père Carlos Rodriguez, Président du Comité pour la Paix et la Justice à Kitgum, août 1998.

¹⁰⁴ Parliament of Uganda, *Parliamentary Debates (Hansard)*, 1st session, 2nd meeting, issue n°8, 28 janvier 1997-27 février 1997, p. 1387 et sqq.

de paix.¹⁰⁵ La création d'une seconde commission parlementaire chargée de la réconciliation nationale est actuellement en discussion au Parlement.¹⁰⁶

Sous la pression sans doute des appels à la négociation et au vu peut-être des récents échecs militaires, il semble que la politique du gouvernement se soit infléchie depuis l'automne 1998 vers une nouvelle direction. Suite aux débats tenus au Parlement début septembre sur la résolution du conflit au nord, Y. Museveni a en effet déclaré qu'il entendait soutenir toute initiative de négociation avec les rebelles, précisant pourtant que lui-même s'y refusait.¹⁰⁷ De même, la compassion qu'il a exprimée pour la première fois en octobre 1997 envers la population acholie, la nomination du brigadier W. Katumba au poste de commandant de la quatrième division¹⁰⁸ ainsi que ses visites et celles de sa femme dans cette région, effectuées en août 1998, semblent aller dans le même sens.

Toutefois, ces gestes de bonne volonté peuvent également être interprétés comme la réaction d'un président soucieux de s'attirer des soutiens internationaux. Beaucoup croient encore que le gouvernement entretient sciemment le conflit alors qu'il aurait les moyens d'y mettre un terme. En ce sens, les profits économiques liés à la guerre, le soutien international qu'elle engendre tout autant que l'insertion commode du conflit dans la politique régionale interventionniste de Y. Museveni, apparaissent comme autant de paradoxes de l'instabilité.

3.3 Les paradoxes de l'instabilité

Plusieurs hypothèses sont évoquées pour expliquer la persistance de ce conflit : la première concerne le relâchement de la discipline et le manque de professionnalisme des soldats envoyés en mission au nord, qui diminue l'efficacité militaire des troupes. Une seconde évoque les affaires rondement menées par des officiers de la NRA, dont Salim Saleh ou James Kazini. Une troisième enfin dénonce la volonté du gouvernement de prolonger cette guerre afin de maintenir des troupes proches de la frontière soudanaise pour soutenir les rebelles de Garang et du même coup punir les gens du nord d'avoir produit

¹⁰⁵ Parliament of Uganda, *Hansard*, 1st session, 2nd meeting, issue n°8, 28 janvier 1997-27 février 1997, p.1401 et sq. Entretiens avec Norbert Mao, juillet 1997, juin 1998.

¹⁰⁶ *AFP*, 4 septembre 1998.

¹⁰⁷ *ibid.*

¹⁰⁸ Katumba s'est illustré auparavant par l'élimination de la rébellion du West Nile Bank Front (WNBF) dans le nord-ouest du pays. Ses méthodes concilient l'efficacité de terrain avec le renforcement des liens avec la population locale.

les régimes autoritaires d'Obote, Amin ou Okello. Une idée germe depuis quelques années sur le fait que Museveni jouerait des troubles de la région pour construire une Armée forte. Toutefois la destination et le rôle de cette « super Armée » restent mal définis même si l'on évoque abusivement le mythe de la création d'un empire tutsi ou la volonté de revanche des Sudistes contre les nordistes.

Un mode de légitimation auprès de l'armée ?

Le régime de Y. Museveni devant lui-même son origine à un mouvement de guérilla politico-militaire, l'Armée nationale ougandaise occupe aujourd'hui encore une place prépondérante dans l'équilibre des forces politiques. Bien qu'elle ne soit plus sur le devant de la scène, elle représente de par son nombre d'hommes, le budget dont elle bénéficie et la proximité des officiers avec le pouvoir, un acteur important du paysage politique ougandais. Cette promiscuité des branches politiques et militaires du NRM obligent donc à la prise en considération constante des demandes de l'Armée.

En ce sens, d'une part le conflit répond au principe selon lequel l'Armée doit être occupée si l'on ne veut pas qu'elle s'immisce dans les affaires politiques de l'Etat ; d'autre part, il provoque un afflux de sommes d'argent considérable ainsi que des profits économiques qui bénéficient, de façon formelle ou informelle, à une partie de l'Armée.

De façon ostensible, les militaires font des affaires au nord, rachetant un hôtel de luxe, revendant l'essence en contrebande, faisant construire de nouvelles maisons etc. Paradoxalement, la ville de Gulu, alors qu'elle est la cible régulière des attaques de la LRA, est une ville en pleine expansion où les hôtels et les bâtiments à étages fleurissent.

Cette circulation d'argent conduit également à des affaires récurrentes de corruption et de détournement de budget. L'escroquerie la plus classique est celle des 'soldats fantômes', qui consiste à ne pas déclarer le décès d'un soldat afin de percevoir le montant de sa solde. Mais il existe des détournements bien plus importants au sein même du commandement militaire lors de l'attribution des budgets et que le Président Museveni lui-même dénonce.¹⁰⁹ En mars 1998, le rapport de l'*Auditor General* relevait de nombreuses irrégularités dans les comptes de l'UPDF et des organes de sécurité. Le rapport soulignait également l'acquisition malheureuse d'hélicoptères MI-24 de seconde main en Biélorussie

¹⁰⁹ Entretiens avec Norbert Mao, Membre du Parlement pour la municipalité de Gulu, juillet 1997.

pour une somme de 1,5 million de dollars l'unité. Livrés sans leur carnet de vol, les appareils n'ont jamais pu être utilisés par les pilotes qui ne pouvaient juger ni de leur entretien, ni de leur ancienneté. Le président Museveni a lui-même reconnu que son demi-frère Salim Saleh avait effectué cet achat afin d'obtenir une commission sur la transaction.

Par ailleurs, dans ce climat d'insécurité, le conflit du nord a permis à l'Armée de s'affirmer comme le partenaire incontournable du pouvoir politique et de bénéficier d'un traitement de faveur en matière d'équipement, de soldes etc.

Toutefois, cette situation n'est pas uniforme et les conditions de vie des simples soldats sur le front restent très mauvaises. Par ailleurs, depuis quelques années, les soldats bagandas et itesos élèvent des protestations contre le fait que les soldats originaires de l'Ankole (région du Président Museveni) ne seraient pas envoyés au combat.¹¹⁰ Rappelons que ces mêmes griefs avaient été portés par les Acholis lorsqu'ils estimaient être sacrifiés sur le front au profit des Langis au début des années 1980. Ce déséquilibre des forces avait alors provoqué de larges scissions à l'intérieur de l'Armée et justifié en partie le coup d'Etat de Basilio Okello contre le gouvernement de Milton Obote en 1985.

De même, la poursuite du conflit du nord ne fait pas l'unanimité au sein du haut commandement. Si certains, comme l'ancien chef de la quatrième division basée à Gulu, Chefe Ali, suivant la position de Museveni, n'envisagent pas d'autre solution que l'option militaire, d'autres comme Salim Saleh, demi-frère du Président et nouveau ministre d'Etat chargé du nord, la résolution du conflit doit également passer par des négociations. Loin de légitimer d'un seul corps le gouvernement, les rangs de l'UPDF se divisent.¹¹¹

Le jeu des relations internationales : une convergence d'intérêts

Au niveau international, le conflit du nord n'a recueilli que peu de mobilisation en faveur de l'arrêt des combats. Au contraire, en s'opposant au Soudan, le gouvernement ougandais participe à la politique de *containment* du fondamentalisme religieux, identifiée dans l'après-guerre froide par les Etats-Unis comme la première menace pour l'Occident. Aussi, l'assistance militaire américaine autant que d'autres initiatives internationales comme celle de l'*African Crisis Response Initiative* (ACRI), concourent-elles au prolongement de la guerre.

¹¹⁰ *La Lettre de l'Océan Indien*, 1^{er} juin 1996, p.3.

¹¹¹ *La Lettre de l'Océan Indien*, 1^{er} juin 1996, p.3.

Les résultats obtenus par le gouvernement de Museveni ont rendu à l'Armée (et à la police dans une moindre mesure) sa crédibilité sur la scène locale et internationale. En moins de dix ans, la NRA/UPDF devenait un modèle pour le continent et bénéficiait d'une légitimité sans précédent auprès des bailleurs de fonds lui permettant aujourd'hui d'exporter son savoir. Un contingent ougandais s'est rendu au Liberia en 1996 et avait été sélectionné pour la Somalie afin d'y effectuer des missions onusiennes de maintien de la paix ; l'Ouganda est également le premier pays avec le Sénégal à avoir reçu la formation des militaires américains en juillet 1997 dans la perspective de la création d'une force de paix africaine. Des officiers de l'Armée ou de la police collaborent fréquemment avec leurs collègues des pays voisins (Rwanda, Zaïre) pour apporter leur expérience et leur professionnalisme.

Soumise par Warren Christopher au cours d'une tournée africaine, la formation de l'ACRI entendait créer une force africaine de 10.000 hommes environ, entraînée et payée par l'Occident et capable de s'interposer en cas de conflit sur le continent. Cette proposition suivait l'échec de l'intervention américaine en Somalie et tendait à éviter une nouvelle implication des Etats-Unis dans un conflit inter-africain. Conçu pour « créer, à l'intérieur de pays démocratiques, des unités rapidement déployables et inter-opérables qui peuvent travailler ensemble pour maintenir la paix sur le continent », ¹¹² ce projet de résolution des conflits par une force africaine vise à accroître la capacité militaire des pays sélectionnés.

Comme le souligne Paul Omach, « c'est la convergence d'objectifs de politique domestique et de politique étrangère qui détermine la participation à l'ACRI. La réponse des pays africains à la proposition des Etats-Unis était basée sur l'évaluation de leurs besoins en matière de sécurité et de la mesure dans laquelle l'alignement avec les Etats-Unis à travers l'ACRI ferait avancer leurs intérêts nationaux. » ¹¹³ D'un autre côté, les critères de sélection de l'ACRI permettaient d'identifier les pays les plus favorables à la politique africaine des Etats-Unis.

Tout comme l'Erythrée et l'Ethiopie, l'Ouganda constitue pour les Etats-Unis une ligne de front contre l'extension en Afrique Noire du régime islamiste

¹¹² Paul Omach, *The African Crisis Response Initiative: Domestic politics and convergence of national interests*, DSP n°11, Makerere University, mai 1998, p. 12.

¹¹³ « (...) it is the convergence of domestic politics and foreign policy goals that explains participation in the ACRI. African countries' response to the US proposal were based on their assessment of security needs and the extent to which the alignment with the US through participation in the ACRI would advance their national interests ». Paul Omach, *art.cit.*, p.12.

de Khartoum.). À ce titre, ces trois pays ont déjà bénéficié déjà en 1996 d'une assistance militaire bilatérale de 20 millions de dollars.¹¹⁴ Dans le cadre de sa participation à l'ACRI, l'Ouganda a également reçu armement de pointe (matériel de communication, jumelles à vision nocturne, détecteurs de mines...), équipement de bases (uniformes, bottes, paquetage...) et entraînement par les Forces Spéciales américaines, capital qui, une fois acquis, pouvait être ensuite aisément redéployé à l'intérieur de son propre pays ou bénéficier à d'autres groupes armés.¹¹⁵

Favorisant une escalade dans la militarisation du conflit, l'identification par les Etats-Unis de l'Ouganda comme partenaire privilégié de sa politique est-africaine a également pour conséquence d'élargir la marge de manœuvre du régime de Y. Museveni en matière de politique interne. Elle favorise bien entendu l'allocation de ressources par les bailleurs de fonds internationaux autant que la flexibilité des critères internationaux en matière de démocratie et de gouvernance. En ce sens et de façon paradoxale, les activités des rebelles et les atrocités commises permettent également à Y. Museveni de justifier sa demande d'aide extérieure. Ainsi, face aux exactions des rebelles ou à la volonté expansionniste de Khartoum, le soutien à l'Ouganda devient un devoir d'assistance quasi humanitaire.

Les dérives d'un savoir-faire ?

Octobre 1990 a été à l'origine d'un choc sur la scène internationale lorsqu'un groupe de soldats d'origine rwandaise, dirigé par Fred Rwigyema, *deputy commander* de la NRA, et Paul Kagamé, également officier de la NRA, envahissent le nord du Rwanda. Malgré le retour à la paix en Ouganda, les troubles au Rwanda et plus récemment au Zaïre ont attiré à nouveau des regards critiques sur la progression en termes d'hommes et d'équipement de l'Armée ougandaise. En dépit de ses démentis officiels, l'Ouganda a visiblement apporté son soutien politique et militaire aux troupes du Front Patriotique Rwandais (FPR), à celles de John Garang au sud-Soudan et aux rebelles de Laurent Désiré Kabila dans l'est du Zaïre.¹¹⁶ Ces soutiens officiels contribuent à alimenter le mythe de « l'empire tutsi » reproduite dans une partie de la presse française et dont l'Ouganda serait le centre nerveux.

¹¹⁴ *Africa Confidential*, XXXVII, 23, 1996.

¹¹⁵ Paul Omach, *art.cit.*, p.13.

¹¹⁶ *La Lettre de l'Océan Indien*, 1^{er} février 1997, p. 4.

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur l'irréalisme quasi-paranoïaque de cette théorie sur « l'impérialisme tutsi » qui serait dirigé de loin par les Etats-Unis. Soulignons simplement qu'il n'existe pas d'ethnie à proprement parler « tutsi » en Ouganda et que les Bahima, ethnie proche de celle des Tutsi et dont fait partie Y. Museveni, sont extrêmement minoritaires en Ouganda et ne peuvent donc en aucun cas servir de base de rassemblement aux Tutsi de la sous-région. Certes, l'efficacité de l'UPDF n'est plus à démontrer notamment dans les techniques de guérilla, toutefois, il nous semble que l'Ouganda n'a pas les moyens de soutenir une politique régionale « expansionniste » ou financer un large plan de « colonisation anglophone » des pays de la sous-région.

Malgré tout, il est clair que depuis 1997, les Armées ougandaises et rwandaises contrôlent de facto l'est du Congo autant pour y maintenir une zone tampon sécurisant leurs frontières que pour y contrôler l'exploitation des ressources minières (or, cuivre, bois et matériaux nécessaires à l'industrie aéronautique) du sud-Kivu. L'intervention de l'Ouganda s'est accompagnée de la création d'opportunités commerciales avec tout l'est du Congo et de la réalisation de gros profits économiques. Soulevant de vives critiques cette implication ougandaise en territoire congolais, tardivement reconnue, a renforcé l'idée selon laquelle l'efficacité de l'UPDF serait mise à profit pour réaliser les ambitions régionales et économiques du Président Museveni.

Conclusion

Le plus gros succès de Museveni est d'être parvenu à restaurer une paix et une stabilité sur la majeure partie du territoire, et notamment dans l'Ouganda 'utile', indispensables au développement économique du pays. Toutefois, la persistance de violences au nord et dans l'ouest grève le budget de lourdes dépenses militaires, empêche leur utilisation dans des secteurs sociaux et crée des foyers d'opposition très forte au gouvernement. Le règlement du conflit au nord est absolument nécessaire pour une reconstruction de cette région et du reste de l'Ouganda.

Jusqu'à maintenant, la guerre du nord de l'Ouganda n'a bénéficié que de peu d'attention internationale en faveur de la paix. Considéré comme périphérique et lointain, le conflit pâtit paradoxalement du redressement du reste du pays qui fait apparaître l'Ouganda comme un seul ensemble stable et prospère. Évaluant tout d'abord cette insurrection comme un conflit local ne concernant que la population acholie, le gouvernement n'a attaché que peu de considération à la fois aux griefs locaux et à l'importance militaire des forces rebelles. Pourtant

cinq districts sont actuellement la cible répétée de deux mouvements de guérilla : la LRA au nord et l'ADF à l'ouest (Gulu, Kitgum, Bundibugyo, Kasese et Kabarole), deux en subissent les effets de façon plus sporadiques (Apac, Lira) et tout l'est du pays est soumis aux vols de bétail commis par les Karimojongs. Si le gouvernement ougandais peut se targuer d'avoir ramené la sécurité dans le sud du pays, il ne peut que constater son échec dans le rétablissement de la sécurité et de l'Etat de droit dans toutes ses régions du nord et de l'ouest.

La domestication du monstre militaire et paramilitaire implique la responsabilisation du « docteur Frankenstein ». La personnalisation du recrutement de certaines unités, le règlement par la force du conflit au nord et la circulation intense d'armes sur le territoire posent les limites de l'institutionnalisation à la fois du pouvoir et de l'Armée. Processus long et difficile, cette professionnalisation militaire — au sens le plus fort du terme — nécessite pour être évaluée d'attendre une alternance politique. La légitimité et la respectabilité des officiers de la NRA depuis leur arrivée au pouvoir, le fort budget consacré à la Défense et l'estime dont les soldats bénéficient de la part du pouvoir sont en soi quelques gardes-fous pour éviter une intervention extra-constitutionnelle des militaires sur la scène politique sans toutefois la garantir. Seule l'acceptation du verdict des urnes, quel qu'il soit, et la soumission conséquente au futur chef de l'Etat permettront de déterminer si les réformes entreprises par le NRM seront menées à leur terme et mettront en équation l'intégration politique de l'Armée et consolidation démocratique.

Bibliographie

African Research Bulletin

AFP Afrique

La Lettre de l'Océan Indien

The Monitor (Kampala)

The New Vision (Kampala)

Amnesty International (1982). *Ouganda, Exécutions extra-judiciaires, tortures et emprisonnements politiques*. (Paris, ed.). Francophones d'Amnesty International.

- Amnesty International (1989). *Ouganda: Droits de l'homme, les premiers pas, 1986-1989*. EFAI.
- Amnesty International (1992). *Ouganda: Les droits de l'homme en danger*, EFAI.
- Behrend Heike (1997). *La guerre des esprits en Ouganda, 1985-1996*. L'Harmattan, coll. Etudes africaines.
- Behrend Heike (1992). Violence dans le nord de l'Ouganda et le mouvement du Saint-Esprit (1986-1987). *Politique africaine* (pp. 103–115).
- Behrend Heike (1995). « Is Alice Lakwena a witch ? » in H. Hansen & M. Twaddle (dir.), *Changing Uganda* (pp. 162–177).
- Behrend Heike (1998). « War in Northern Uganda », in C. Clapham (dir.), *African guerillas*. James Currey / Fountain Publishers / Indiana University Press : Oxford / Kampala / Bloomington & Indianapolis.
- Brett E.A. (1995). Neutralising the use of force in Uganda: the role of the military in politics. *The Journal of Modern African Studies*, 33, (1) 129–152.
- Brett E.A. (1995). The military and democratic transition in Uganda. In Bernt Hansen & Michaël Twaddle (ed.). *From chaos to order, The politics of constitution-making in Uganda* (pp.78–89). Fountain Publishers / James Currey : Kampala / Londres.
- Clapham C. (dir.) (1998). *African guerillas*. James Currey / Fountain Publishers / Indiana University Press : Oxford/Kampala/Bloomington & Indianapolis.
- Coletta Nat J. & Ball Nicole (1993). De la guerre à la paix en Ouganda. *Finances et développement*, 30, (2) 36–39.
- Coletta Nat J., Kostner Markus & Wiederhofer Ingo (1996). *Case studies in war to peace transition. The demobilization and reintegration of ex-combatants in Ethiopia, Namibia, and Uganda*. World Bank discussion paper, n° 331, The International Bank for Reconstruction and Development, World Bank.
- Ddungu Expedit (1994). *Some constitutional dimensions of military politics in Uganda*, CBR, n°41.
- Gersony Robert (1997). *The anguish of Northern Uganda, Results of a field-based assessment of the civil conflicts in northern Uganda*. USAID.
- Hansard, *Parliamentary debates*.

- Hansen Holger Bernt (1997). *Ethnicity and military rule in Uganda*, Scandinavian Institute of African Studies, Research report n° 43.
- Kabwegyere Tarsis (1995). *The politics of state formation and destruction in Uganda*. Fountain Publishers : Kampala.
- Karugire Samwiri (1980). *A political history of Uganda*. Nairobi, Londres : Heinemann Educational Books.
- Karugire Samwiri (1988). *The roots of instability in Uganda*. Kampala : The New Vision Printing and Publishing Corporation.
- Khadiagala Gilbert (1993). Uganda's Domestic and Regional Security since the 1970s. *The Journal of Modern African Studies*, 31, (2) 231–255.
- Khiddu-Makubuya Edward (1991). The rule of law and human rights in Uganda: the missing link, in Bernt Hansen & Michaël Twaddle (ed.). *Changing Uganda* (pp. 217–223). Kampala / Londres : Fountain Publishers / James Currey.
- Khiddu-Makubuya Edward (1994). The military factor in Uganda 1962-1992 in Edward Khiddu-Makubuya, V.M. Mwaka & P.G. Okoth (ed.). *Uganda, 30 years of Independence, 1962–1992* (pp. 193–207). Kampala : Makerere University.
- Khiddu-Makubuya Edward (1989). Paramilitarism and human rights, in Kumar Rupesinghe (ed.). *Conflict Resolution in Uganda* (pp. 141–157). International Peace Research Institute.
- Mazrui Ali A. (1975). *Soldiers and kinsmen in Uganda, The making of a military ethnocracy*. Beverly Hills / London : Sage Publication. The Inter-University Seminar on the Armed Forces and Society.
- Mudoola Dan (1994). *Civil-military relations in Uganda, 1962–1985*, séminaire dans le cadre des consultations constitutionnelles, miméo.
- Mudoola Dan (1989). Communal conflict in the military and its political consequences, in Kumar Rupesinghe (ed.), *Conflict Resolution in Uganda* (pp. 116–140). International Peace Research Institute.
- Mudoola Dan (1991). Institution building, the case of the NRM and the military in Uganda, 1986–1989, in Bernt Hansen & Michaël Twaddle (ed.), *Changing Uganda* (pp. 230–246). Kamapla / Londres : Fountain Publishers / James Currey.
- Mutibwa Phares (1992). *Uganda since Independence, A story of unfulfilled hopes*. London : Hurst & Co.

- Okoth P.G. (1995). The military in transition to democracy in Uganda, in P. Langseth, J. Katorobo, E. Brett, J. Munene (dir.), *Uganda, Landmarks in rebuilding a nation* (pp. 252–270). Kampala : Fountain Publishers.
- Okoth P.G. (1993). History of military intervention in Ugandan politics. *Transafrican Journal of History*, 22, 35–54.
- Omach Paul (1998). *The African crisis response initiative : domestic politics and convergence of national interests*, DSP, Makerere University (non publié).
- Omara-Otunnu Amii (1987). *Politics and the military in Uganda, 1890–1985*. St-Antony / MacMillan, Oxford.
- Pain Dennis (1997). *The bending of spears, producing consensus for peace and development in Northern Uganda*, International Alert, 1997.
- Pirouet Louise (1991). Human rights issue in Museveni's Uganda, in Bernt Hansen & Michaël Twaddle (ed.), *Changing Uganda* (pp. 197–208). Kampala / Londres : Fountain Publishers / James Currey.
- The Republic of Uganda (1995). *Constitution of the Republic of Uganda*.
- The Republic of Uganda (1991). *The National Resistance Army statute*.
- Sathyamurthy T.V. (1986). *The political development of Uganda : 1900–1986*. Aldershot, Gower.
- Serwanga-Lwanga (Lieutenant-colonel) (1989). *The role of the army in Uganda's politics since independence*, seminar paper, Uganda Constitutional Commission

Deleted: ¶